



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES  
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



---

## **RAPPORT DE FIN D'ANNEE 2017**

---

*Loi n° 2016-33 du 26 décembre 2016 portant loi de finances pour  
la gestion 2017*



## Sommaire

<b>INTRODUCTION</b> .....	1
<b>I. BREF APERCU DE LA SITUATION ECONOMIQUE DU BENIN</b> .....	2
<b>II. ANALYSE DU NIVEAU DE REALISATION DES RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT, GESTION 2017</b> .....	3
1. Réalisation des recettes des administrations financières .....	4
2. Réalisation des recettes de l'Agence Nationale du Domaine et du Foncier ANDF .....	7
3. Réalisation des recettes du FNRB et autres budgets .....	7
4. Réalisation des recettes des comptes d'affectation spéciale .....	8
5. Réalisation des autres recettes budgétaires .....	9
<b>III. ANALYSE DE L'EXECUTION DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 2017</b> .....	10
1. Situation d'exécution des dépenses du budget de l'Etat .....	10
1.1. Dépenses ordinaires .....	10
1.2. Dépenses d'investissement .....	12
2. Situation d'exécution des dépenses du FNRB et autres organismes publics .....	13
3. Situation d'exécution des dépenses des comptes d'affectation spéciale .....	13
5. Point sur les mouvements de crédits (réaffectation des fonds entre unités administratives) .....	15
<b>IV. SITUATION D'EXECUTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE</b> .....	28
1. Point sur les ressources de trésorerie .....	28
2. Point sur les charges de trésorerie .....	28
3. Solde d'exécution globale .....	29
4. Dette de l'Etat .....	29
<b>V. PRESENTATION DU NIVEAU D'EXECUTION DES DEPENSES PAR CLASSIFICATION....</b> .....	30
1. Classification administrative .....	30
2. Classification économique .....	34
3. Classification fonctionnelle .....	34
4. Classification programmatique .....	35
<b>VI. ANALYSE DU CADRE DE PERFORMANCE DES MINISTRES (EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE DES PROGRAMMES BUDGETAIRES)</b> .....	38
<b>CONCLUSION</b> .....	99

## Liste des tableaux

<b>Tableau n°1 :</b> Hypothèses macroéconomiques de départ et résultats réels obtenus pour l'année 2017 .....	3
<b>Tableau n°2 :</b> Réalisation des recettes des régies au 31 décembre 2016 et 2017 (en millions de FCFA) .....	5
<b>Tableau n°3 :</b> Réalisation des recettes du FNRB et des autres organismes publics au 31 décembre 2016 et 2017 (en millions de FCFA).....	8
<b>Tableau n°4 :</b> Réalisation des recettes des Comptes OME et PME au 31 décembre 2016 et 2017 (en millions de FCFA).....	9
<b>Tableau n°5 :</b> Récapitulatif de la mobilisation des autres ressources budgétaires à fin décembre 2016 et 2017 (en millions de FCFA) .....	9
<b>Tableau n°6 :</b> Exécution des dépenses ordinaires au 31 décembre 2016 et 2017 (en millions de FCFA) .....	11
<b>Tableau n°7 :</b> Exécution des dépenses d'investissement au 31 décembre 2016 et 2017 (en millions de FCFA) .....	12
<b>Tableau n°8 :</b> Engagement de dépenses du FNRB et autres organismes publics au 31 décembre 2016 et 2017 (en millions de FCFA) .....	13
<b>Tableau n°9 :</b> Exécution des dépenses des Comptes d'Affectation Spéciale à fin décembre 2016 et 2017 (en millions de FCFA) .....	13
<b>Tableau n°10 :</b> Synthèse des réaffectations de fonds entre unités administratives en 2017 (en FCFA) .....	15
<b>Tableau n°11 :</b> Niveau de mobilisation des ressources de trésorerie par nature en 2017 (en millions de FCFA) .....	28
<b>Tableau n°12 :</b> Niveau d'exécution des charges de trésorerie par nature en 2017 (en millions de FCFA) .....	28
<b>Tableau n°13 :</b> Synthèse de l'exécution de la loi de finances à fin décembre 2017 (en millions de FCFA) .....	30
<b>Tableau n°14 :</b> Classification administrative des dépenses en 2017 (en millions de FCFA) .....	31
<b>Tableau n°15 :</b> Présentation de l'exécution du budget de l'Etat, gestion 2017 par fonction (en millions de FCFA) .....	35
<b>Tableau n°16 :</b> Classification programmatique des dépenses du budget de l'Etat, gestion 2017 à fin décembre (en millions de FCFA) .....	36
<b>Tableau n°17 :</b> Synthèse de l'exécution financière et physique des programmes budgétaires de quelques ministères en 2017 (en millions de FCFA) .....	38

## Liste des figures

<b>Figure n°1</b> : Réalisation de recettes budgétaires pour 2017 (en millions de FCFA).....	4
<b>Figure n° 2</b> : Exécution des dépenses budgétaires de la loi de Finances 2017 par Institution de l'Etat (en millions de FCFA) .....	33
<b>Figure n° 3</b> : Exécution des dépenses budgétaires de la loi de Finances 2017 par ministère de l'Etat (en millions de FCFA) .....	33
<b>Figure n°4</b> : Classification économique des dépenses du budget de l'Etat en 2017 (en millions de FCFA) .....	34
<b>Figure n° 5</b> : Exécution des dépenses budgétaires de la loi de Finances 2017 par fonction (en millions de FCFA) .....	35

## INTRODUCTION

Le budget de l'Etat étant l'instrument annuel de mise en œuvre des politiques publiques définies par le Gouvernement, son exécution vise d'une part, à insuffler, le développement économique et d'autre part, à améliorer le niveau de vie des populations.

Le rapport de fin d'année est un document à périodicité annuelle produit par l'exécutif qui synthétise les activités financières voire non financières du Gouvernement et sa performance en matière d'exécution budgétaire. Il est élaboré en respect des dispositions des articles 46 et 55 du décret n°2015-035 du 29 janvier 2015 portant Code de transparence dans la gestion des finances publiques en République du Bénin. Il tire également son fondement des bonnes pratiques internationales en matière de transparence budgétaire.

Le rapport de fin d'année pour la gestion budgétaire 2017 consolide, conformément aux pratiques recommandées, les données sur l'économie, les dépenses, les recettes et la dette des unités administratives ainsi que sur les résultats obtenus de la mise en œuvre des politiques publiques en 2017. Il est structuré en six (06) sections.

**La section n°1** présente les hypothèses macroéconomiques originales et les résultats réels obtenus pour l'année 2017, et fait un **rappel des principales caractéristiques de la politique économique du Gouvernement pour la même année.**

**La section n°2** du rapport consolide les informations sur le financement des dépenses de l'Etat en 2017. Cela comprend l'analyse du comportement des différents droits et taxes pendant l'année 2017 et compare la performance 2017 à celle de 2016.

**La section n°3** présente l'analyse des dépenses réelles de fonctionnement et d'investissements des administrations publiques pour l'année 2017 ainsi qu'une synthèse des mouvements de crédits au cours de l'année.

**La section n°4** fait le point sur l'exécution des opérations de trésorerie et leurs implications sur la dette de l'Etat.

**La section n°5** se consacre à la présentation des dépenses de l'Etat suivant les trois (03) classifications internationales (administrative, économique et fonctionnelle).

**La section n°6** présente une analyse du cadre de performance des ministères (synthèse des informations sur la manière dont les ministères ont atteint leurs objectifs comme indiqués dans leurs budgets à base programmée).

## I. BREF APERCU DE LA SITUATION ECONOMIQUE DU BENIN

L'activité économique a affiché une nette progression en 2017 par rapport aux années antérieures. Le taux de croissance de l'économie béninoise s'établirait à 5,6% en 2017 sur une prévision initiale de 5,4% contre 4,0% en 2016. Cet accroissement de la richesse nationale est principalement lié à : **(i)** l'augmentation de la production cotonnière de 32,5% (597 986 tonnes pour 2017 contre 451 208 tonnes en 2016 et un niveau de 500 000 en prévision initiale pour 2017), **(ii)** la bonne dynamique du secteur des Bâtiments et Travaux Publics en 2017 grâce au démarrage des chantiers du Programme d'Actions du Gouvernement, **(iii)** la reprise progressive des activités économiques au Nigéria avec des effets positifs induits sur les activités de service.

Du côté des prix, le taux d'inflation est ressorti à 0,1% en 2017, largement en deçà de la prévision initiale de 1,2%. La baisse du niveau général des prix **(-1,1 points de pourcentage)** par rapport à la prévision se justifie par la disponibilité des produits vivriers consécutivement à la bonne campagne agricole 2016/2017, qui ont eu des effets baissiers sur les prix.

Par ailleurs, la quasi-stagnation du niveau général des prix par rapport à 2016 où il s'est établi à -0,8% en 2016 est imputable aux effets conjugués de la timide reprise des prix des produits pétroliers qui a eu un effet haussier sur les prix, associée à la dépréciation du Naira qui s'est poursuivie en 2017.

Globalement, l'inflation a été contenue dans la limite des 3,0% fixée dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein des Etats membres de l'UEMOA.

Au niveau du commerce extérieur, le déficit structurel de la balance commerciale s'est creusé en s'affichant à 13,0% du PIB en 2017 contre un déficit prévisionnel de 12,1% du PIB, en dépit de l'accroissement des exportations de 27,3% du PIB. L'écart négatif constaté de 0,9 point de pourcentage par rapport à la prévision initiale en 2017 est lié au fort taux d'accroissement des importations (40,4% du PIB).

Malgré l'afflux important de capitaux étrangers publics et privés enregistré, le solde global est ressorti déficitaire et s'est établi à -3,0% du PIB en 2017.

Au plan monétaire, la masse monétaire est passée de 2 114,3 millions de FCFA en 2015 à 2 137,5 millions de FCFA en 2017, soit une hausse de 1,1%. Cette augmentation de la quantité de monnaie en circulation dans l'économie est soutenue par : **(i)** une augmentation de 1,5% des créances sur l'économie par le système bancaire ; **(ii)** une hausse de 520,7% des créances nettes du secteur bancaire sur l'administration centrale. Toutefois, les actifs extérieurs nets détenus par le système bancaire se sont affichés en baisse de 10,9% en ressortant à 926,1 millions de FCFA en 2017.

Les principales hypothèses macroéconomiques et leurs résultats sont consignés dans le tableau ci-après :

**Tableau n°1 :** Hypothèses macroéconomiques de départ et résultats réels obtenus pour l'année 2017

Agrégats macroéconomiques	2016	Prévisions initiales 2017 <sup>1</sup> (A)	Estimations 2017 <sup>2</sup> (B)	Ecart (B)-(A)
<b>Taux de croissance (%)</b>	4,0	5,4 <sup>3</sup>	5,6	0,2
<b>Croissance secteur primaire (%)</b>	10,7	6,6	3,7	-2,9
<b>Croissance secteur secondaire (%)</b>	2,6	7,0	9,8	2,8
<b>Croissance secteur tertiaire (%)</b>	3,8	5,5	4,3	-1,2
<b>Taux d'inflation (%)</b>	-0,8	1,2	0,1	-1,1
<b>Balance commerciale en % du PIB</b>	-11,4	-12,1	-13,0	-0,9
<b>Balance courante en % du PIB (- =déficit)</b>	-9,4	-13,4	-11,7	1,7
<b>Balance globale en % du PIB</b>	-3,3	3,5	-3,0	-6,5
<b>Investissement en % du PIB</b>	24,6	44,3	28,4	-15,9
<b>Investissement public en % du PIB</b>	5,9	15,2	9,2	-6
<b>Masse monétaire (en millions de FCFA)</b>	2 114 300	-	2 137 500	-
<b>Encours de la dette publique en % du PIB</b>	49,5	56,4	54,4	-2
<b>Ratio du solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)</b>	-6,0	-12,3	-5,9	6,4
<b>Taux de pression fiscale</b>	12,6	13,8	13,3	-0,5

## II. ANALYSE DU NIVEAU DE REALISATION DES RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT, GESTION 2017

Les recettes du budget de l'Etat comprennent des produits issus : **(i)** des administrations financières (DGDDI, DGI et DGTCP) et de l'ANDF ; **(ii)** du FNRB et des autres budgets ; **(iii)** des comptes d'affectations spéciales ; et, **(iv)** des autres recettes (dons budgétaires, produits des allègements de la dette publique et fonds de concours et recettes assimilées).

Pour l'année budgétaire 2017, le niveau de réalisation de ces recettes budgétaires s'affiche à **1 002 560,8 millions de FCFA** sur une prévision annuelle de 1 007 725 millions de FCFA, soit un taux de recouvrement de **99,5%**.

<sup>1</sup> Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP) 2017-2019, DGAE, septembre 2016

<sup>2</sup> Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP) 2019-2021, DGAE, mai 2018

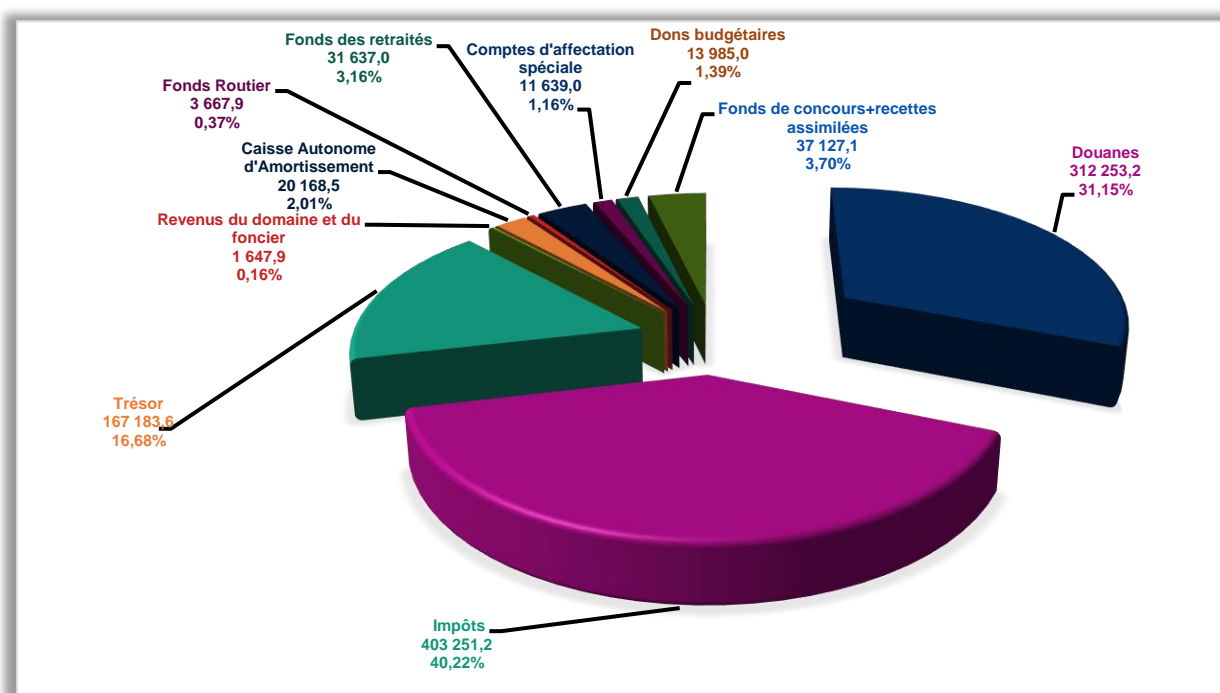
<sup>3</sup> Le taux de croissance initialement estimé à 6% est revu à 5,4%

Comparativement aux réalisations de l'année 2016 établies à **831 949,1 millions de FCFA**, il se dégage une hausse de **170 611,7 millions de FCFA** par rapport. En termes de performance, le recouvrement des recettes budgétaires en 2017 s'est accéléré de 12 points de pourcentage par rapport au niveau de 2016.

Cette amélioration de l'efficacité des régies financières est portée par les effets induits des réformes mises en œuvre depuis avril 2016 en matière **de lutte contre la corruption et de sécurisation de recettes (meilleur recouvrement des produits des services intermédiaires de recettes et mise à jour systématique de la base de données des contribuables et sa connexion au Système Intégré de Gestion des Finances Publiques)**. Ces actions menées ont, en effet, permis de développer les capacités de collecte des administrations financières et d'élargir l'assiette fiscale.

La figure ci-dessous présente le point des réalisations par sources de recettes du budget de l'Etat en 2017

**Figure n°1** : Réalisation de recettes budgétaires pour 2017 (en millions de FCFA)



Source : Rapport d'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2017.

## 1. Réalisation des recettes des administrations financières

Au terme des douze (12) mois de l'année 2017, le niveau de recouvrement des recettes par les administrations financières a atteint **882 687,9 millions de FCFA**, soit un taux de réalisation



de **101,8%**. Elles affichent une hausse de **141 956,1 millions de FCFA** par rapport aux réalisations de l'année 2016 qui ressortaient, à fin décembre, à **740 731,9 millions de FCFA**.

Le développement de ces recettes par régie et par principales sources pour l'année 2017 en comparaison à celles de 2016 est présenté dans le tableau ci-après :

**Tableau n°2 : Réalisation des recettes des régies au 31 décembre 2016 et 2017 (en millions de FCFA)**

Nature des recettes budgétaires	2016			2017			Ecart	Taux d'accroissement (%)
	Prévisions <sup>4</sup>	Réalisations	Taux (%)	Prévisions	Réalisations	Taux (%)		
Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)								
Total DGDDI	363 702	289 728,7	79,7	383 500	312 253,2	81,4	22 524,6	7,8
I- Recettes fiscales		293 178,5		365 500	306 392,0	83,8	13213,5	4,5
1- Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services (taxes sur valeur ajoutée-TVA)		102 939,1		183 110	121 167,6	66,2	18228,5	17,7
2- Droits et taxes à l'importation dont :		147 192,8		134 585	151 931,8	112,9	4739,0	3,2
- Droit de douane		127 861,6		115 613	132 893,5	114,9	5031,9	3,9
- Redevance informatique		2 840,4		3 070	2 601,0	84,7	-239,4	-8,4
- Taxe acc (Plo mag Frais dépôt)		598,2		360	131,1	36,4	-467,1	-78,1
- Taxe Circulation véhicules		341,6		430	358,6	83,4	17,0	5,0
- Taxe hydrocarbures		5 008,5		4 600	4 963,6	107,9	-44,9	-0,9
- Redevance statistique		9 005,1		8 390	9 56,4	11,4	-8048,7	-89,4
- Ajustement, sécurité et assainissement		1 115,3		1 500	836,4	55,8	-278,9	-25,0
- Taxe d'importation temporaire		410,6		530	381,6	72,0	-29,0	-7,1
3- Droits et taxes à l'exportation dont :		628,5		1 080	8 026,5	743,2	7398,0	1 177,1
- Taxe spécifique réexportation		1,5		25	6,3	25,2	4,8	320,0
- Timbre douanier		624,9		1 005	604,4	60,1	-20,5	-3,3
- Contribution à la recherche agricole		0,8		50	5 856,1	11 712,2	5 855,3	731 912,5
4- Autres recettes fiscales (Redevance d'aménagement urbain et de sécurisation de corridor, Taxe statistique, Taxe sur la pollution /éco taxe, Taxe spécifique ciment, etc.)		42 418,0		46 725	25 266,1	54,1	-17 151,9	-40,4
II-Recettes non fiscales dont :		11 077,9		8 000	5 861,2	73,3	-5216,7	-47,1

<sup>4</sup> Pour la gestion 2016, l'Administration douanière n'a pas décliné les prévisions de recettes par types de droits. Cette insuffisance est corrigée en 2017, tel que le montre le tableau.

- Produits vente douane		5 039,1		6 500	4 280,0	65,8	-759,1	<b>-15,1</b>
- Amendes et confiscations douanières brute et BN		599,2		1 500	1 577,7	105,1	978,5	<b>163,3</b>
<b>III-Exonération</b>		<b>9 488,5</b>		<b>10 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>		
<b>Direction Générale des Impôts (DGI)</b>								
<b>Total DGI</b>	<b>407 700</b>	<b>381 464,3</b>	<b>93,6</b>	<b>415 200</b>	<b>403 251,2</b>	<b>97,1</b>	<b>21 786,9</b>	<b>5,7</b>
1- Impôts sur les Revenus Non Salariaux	127 780	123 853,2	96,9	131 950	104 325,7	79,1	-19 527,6	-15,8
2- Impôts sur les Revenus Salariaux	66 350	63 611,3	95,9	69 500	63 954,4	92,0	343,1	0,5
3- Impôts sur les Biens et Services	199 000	182 422,8	91,7	207 950	229 341,4	110,3	46 918,6	25,7
4- Impôts sur la Propriété	10 270	7 104,3	69,2	1 000	1 015,2	101,5	-6 089,1	-85,7
5- Autres Recettes Fiscales	4 300	3 018,7	70,2	4 800	3 174,6	66,1	155,9	5,2
<b>Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)</b>								
<b>Total DGTCP</b>	<b>67 346</b>	<b>69 538,9</b>	<b>103,3</b>	<b>68 000</b>	<b>167 183,6</b>	<b>245,9</b>	<b>97 644,7</b>	<b>140,4</b>
1- Revenu de l'Entreprise et du Domaine	2 108	624,6	29,4	1 694	1 970,7	116,3	1346,1	215,5
2- Droits et Frais Administratifs	5 104	5 054,5	99,0	4 267	5 066,7	118,7	12,2	0,2
3- Amendes et Condamnations Pécuniaires	192	143,6	74,8	172	604,9	351,7	461,3	321,2
4- Produits Financiers	5 820	4 399,8	75,6	4 600	6 443,4	140,1	2043,6	46,4
5- Autres Recettes Non Fiscales	42 362	43 763,3	103,3	39 950	45 358,0	113,54	1594,7	3,6
6- Recettes Exceptionnelles	11 760	15 557,1	132,3	17 317	107 739,9	622,2	92182,8	592,5
<b>Total global</b>	<b>838 748</b>	<b>740 731,9</b>	<b>88,3</b>	<b>866 700</b>	<b>882 687,9</b>	<b>101,8</b>	<b>141 956,1</b>	<b>19,2</b>

**Au niveau des douanes**, quoique les objectifs annuels attendus n'aient été atteints, il est enregistré une amélioration timide du taux de recouvrement des recettes douanières qui est passé de 79,7% en 2016 à 81,4% en 2017 **(+1,7 points de pourcentage)**. Quant au taux de progression des recettes douanières entre 2016 et 2017, il est de 7,8%.

La performance observée en 2017 par rapport à 2016 est ainsi liée au comportement positif de certains produits tels que les huiles de palme, le riz, le sucre, la farine de blé, le fer à béton, les pâtes alimentaires. Aussi, faut-il souligner qu'elle est tirée par certains produits mis en consommation en 2017 comme l'huile de navettes, les froments et le méteil, les autres véhicules aériens, la pâte à modeler, etc.) non consommés au cours de l'année 2016.

Les difficultés de réalisation effective (100%) des prévisions de recettes douanières en 2017 sont pour l'essentiel liées à : **(i)** la non maîtrise de l'informel (entraînant une concurrence déloyale en ce qui concerne certains produits tels que les produits pétroliers, les ciments, les carreaux, etc.) ; **(ii)** l'installation au Nigéria d'usines locales de production d'un certain nombre de produits manufacturés tels que les concentrés de tomates, le lait, etc. ; **(iii)** l'autorisation de l'importation via les ports du Nigéria de certains produits pourvoyeurs de recettes tels que la friperie, la bonneterie, les pommes fruits, etc.

En termes de perspectives, la DGGDI devra accélérer non seulement les réformes pour la modernisation de l'administration des douanes mais aussi poursuivre les efforts de

renforcement des capacités de l'administration douanière à appréhender la matière imposable et à lever l'impôt.

**Au niveau des impôts**, le taux de recouvrement des produits de recettes de la DGI en 2017 a connu de progression de **3,5 points de pourcentage** en passant de **93,6%** en 2016 à **97,1%** en 2017.

Les performances de la DGI en 2017 résultent des mesures prises pour un meilleur rendement fiscal. Celles-ci ont impacté positivement certains prélèvements qui ont été, en conséquence, bien assurés pendant la période sous revue. Il s'agit principalement de : **(i)** l'AIB au cordon douanier (209,2%) ; **(ii)** la taxe professionnelle synthétique (147,2%) ; **(iii)** la taxe sur véhicule de société (144,2%) ; **(iv)** l'IRPP sur revenus non commerciaux (125,8%) ; **(v)** l'IRPP sur revenus foncier (115,4%) ; **(vi)** la taxe sur valeur ajoutée (117,6%) ; **(vii)** la taxe sur les jeux de hasard (102,3%) ; **(viii)** du droit d'enregistrement (101,5%) ; **(ix)** l'IRPP sur revenus des capitaux mobiliers (103,7%) ; **(x)** l'AIB intérieur (101,5) ; **(xi)** la taxe sur les véhicules à grosse cylindrées (111,2%).

En terme de perspectives, la DGI devra accélérer la mise en œuvre des réformes ci-après : **(i)** la bancarisation du paiement des impôts et taxes pour les grandes entreprises ; **(ii)** la facturation électronique de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et **(iii)** la construction/constitution de base de données des opérateurs économiques.

**Au niveau de la DGTCP**, le niveau de recouvrement des recettes par l'administration du Trésor Public est passé à **245,9%** sur une prévision de 67 346 millions de FCFA en 2017 contre 103,3% sur une prévision de 68 000 millions de FCFA en 2016.

Cette performance notée dans le recouvrement des recettes de 2017 est le fruit des mesures prises dans le sens du reversement obligatoire de tous les services intermédiaires au Trésor. Il importe de souligner que les recettes de la DGTCP en 2017 intègrent, au-delà de postes de recettes classiques, les redevances de gestion des ressources en fréquences recouvrées auprès de SPACETEL BENIN SA et ETISALAT pour un montant de **46 683,5 millions de F CFA** et les produits des services intermédiaires de recettes (SIR) pour un montant de **38 440,6 millions de F CFA**.

## **2. Réalisation des recettes de l'Agence Nationale du Domaine et du Foncier ANDF**

Les recettes de l'ANDF en 2017 ont été enregistrées pour 1 647,9 millions de FCFA contre une prévision nulle.

## **3. Réalisation des recettes du FNRB et autres budgets**

Au cours de l'année 2017, le total des recettes du Fonds National des Retraites du Bénin et des autres budgets (Fonds Routier et Caisse Autonome d'Amortissement) s'élevait à **55 773,8 millions de FCFA** contre 35 585,4 millions de FCFA en 2016, correspondant respectivement aux taux de mobilisation de **167,6%** et **107,3%**.

Le tableau ci-dessous renseigne sur les réalisations au niveau de chaque organisme public.

**Tableau n°3 :** Réalisation des recettes du FNRB et des autres organismes publics au 31 décembre 2016 et 2017 (en millions de FCFA)

FNRB ET AUTRES ORGANISMES PUBLICS	2016			2017			Ecart de réalisation	
	Prév.	Réal.	Taux (%)	Prév.	Réal.	Taux (%)	Ecart	Taux (%)
F N R B	25 721	23 753	92,3	25 400	31 637,0	124,6	7 884	33,2
FONDS ROUTIER (Ressources propres)	3 456	4 035,4	116,8	4 400	3 667,9	83,4	-367,5	-9,1
C A A	4 000	7 797,0	194,9	3 300	20 168,9	611,2	12 371,9	158,7
<b>TOTAL</b>	<b>33 177</b>	<b>35 585,4</b>	<b>107,3</b>	<b>33 100</b>	<b>55 773,8</b>	<b>167,6</b>	<b>19 888,4</b>	<b>55,9</b>

**Source :** Rapport d'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2017.

La performance du FNRB en 2017 **(+32,3 points de pourcentage** par rapport à 2016) est liée aux effets de l'application des nouveaux taux de cotisation pour compter du mois d'avril 2017 et l'affiliation des agents contractuels de l'Etat au FNRB.

Le résultat exceptionnel enregistré au niveau de la CAA se justifie par : **(i)** le recouvrement des impayés de la CEB pour un montant de 6 milliards de FCFA, **(ii)** la compensation des dettes et créances de la poste du Bénin-CAA ayant permis le recouvrement d'un montant 1,1 milliards de FCFA, **(iii)** le recouvrement des arriérés dus par la SBEE de 9 milliards de FCFA et **(iv)** le paiement effectué par plusieurs institutions de micro finances au profit de la CAA.

#### 4. Réalisation des recettes des comptes d'affectation spéciale

Sur une prévision annuelle de 23 785 millions de FCFA, les comptes Opérations Militaires à l'Etranger (OME) et Partenariat Mondial pour l'Education (PME) ont atteint au 31 décembre 2017, un niveau de mobilisation de **11 639 millions de FCFA**, soit un taux de réalisation de 48,9%.

L'écart négatif **(12 146 millions de FCFA)** de réalisation par rapport à la prévision initiale en 2017 est dû à la réaffectation en cours d'année par les partenaires au développement d'une partie du financement du Partenariat Mondial pour l'Education au profit du Burkina Faso en vue du renforcement de l'accès des filles à l'éducation.

Les réalisations des différents comptes d'affectation spéciale se présentent ainsi qu'il suit :

**Tableau n°4 : Réalisation des recettes des Comptes OME et PME au 31 décembre 2016 et 2017**  
(en millions de FCFA)

Comptes d'affectation spéciale	2016			2017		
	Prév.	Réal.	Taux (%)	Prév.	Réal.	Taux (%)
Opérations Militaires à l'Extérieur (OME)	13 000	12 574,0	96,7	16 000	10 692,6	66,8
Partenariat Mondial pour l'Education (PME)	15 116	11 231,4	74,3	7 785	946,4	12,2
<b>Total</b>	<b>28 116</b>	<b>23 805,4</b>	<b>84,7</b>	<b>23 785</b>	<b>11 639,0</b>	<b>48,9</b>

**Source:** Rapport d'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2017.

## 5. Réalisation des autres recettes budgétaires

Les autres recettes budgétaires comprennent les fonds de concours et les recettes assimilées, les dons budgétaires et les produits issus des allègements de la dette.

En 2017, les dons budgétaires et les produits liés aux fonds de concours et recettes assimilées s'établissent respectivement à 13 985,0 millions de FCFA et 37 127,1 millions de FCFA, correspondant à 88,3% et 61,6% des prévisions annuelles.

Le tableau n°4 ci-après présente le détail du niveau de mobilisation des autres recettes budgétaires à fin décembre 2016 et 2017.

**Tableau n°5 : Récapitulatif de la mobilisation des autres ressources budgétaires à fin décembre 2016 et 2017** (en millions de FCFA)

NATURE DES RESSOURCES	2016			2017			ECARTS DE REALISATION	
	Prév.	Réal.	Taux (%)	Prév.	Réal.	Taux (%)	Ecart	Taux (%)
Dons budgétaires	0	0,0	0,0	15 840	13 985,0	88,3	13 985,0	-
Allègement de la dette (IPTE)	8 469	6 354,6	75,0	8 000	-	-	-6 354,6	-
Fonds de concours + recettes assimilées	42 830	25 471,9	59,5	60 300	37 127,1	61,6	11 655,2	45,8
<b>TOTAL</b>	<b>51 299</b>	<b>31 826,5</b>	<b>62,0</b>	<b>84 140</b>	<b>51 112,1</b>	<b>60,7</b>	<b>19 285,6</b>	<b>60,6</b>

**Source:** Rapport d'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2017.

### III. ANALYSE DE L'EXECUTION DES DEPENSES DE L'ETAT POUR 2017

Les principales caractéristiques du budget de l'Etat, gestion 2017 étaient de renforcer la stabilité macro-économique en améliorant l'environnement des affaires et en réduisant les coûts des affaires afin d'encourager les possibilités d'investissement dans le pays. A travers le budget 2017, le Gouvernement s'était engagé à continuer à investir dans les infrastructures productives (énergie, routes, technologies de l'information et de la communication, agriculture, etc.) pour lever les obstacles à la croissance tout en maintenant les dépenses sectorielles pour la création d'emplois. Il prévoyait de maintenir les investissements dans les services sociaux pour le bien-être des béninois en investissant dans des services de santé accessibles et de qualité, ainsi que dans l'éducation et en renforçant les filets de protection sociale. Il entendait également améliorer le cadre de vie des béninois par la construction des infrastructures d'hygiène et d'assainissement. Ces ambitions constituent la base des engagements de dépenses des administrations publiques au cours de l'année 2017.

Les dépenses du budget de l'Etat, gestion 2017 atteignent **1 397 272 millions de FCFA**, en hausse de **270 660,7 millions de FCFA** par rapport à l'exécution en 2016 contre une prévision initiale de 1 697 986 millions de FCFA.

La performance observée en 2017 est liée à un meilleur pilotage des dépenses de personnel, une rationalisation des dépenses de fonctionnement et de transferts et une accélération des dépenses d'investissements.

#### 1. Situation d'exécution des dépenses du budget de l'Etat

Les dépenses du budget général de l'Etat comprennent les dépenses ordinaires et les dépenses d'investissement.

##### 1.1. Dépenses ordinaires

Les dépenses ordinaires sont constituées des charges financières de la dette, des dépenses de personnel, des dépenses d'acquisition de biens et services et des dépenses de transfert. A fin décembre 2017, l'exécution desdites dépenses ressort à **713 161 millions de FCFA** en engagement contre **725 782,6 millions de FCFA** en 2016.

La tendance baissière observée en 2017 reflète bien l'effort de maîtrise des charges de fonctionnement impulsé depuis avril 2016 pour renforcer les espaces budgétaires à l'investissement.

Le tableau ci-dessous résume l'évolution de l'exécution des **dépenses ordinaires** (fonctionnement des ministères et institutions de l'Etat) entre 2016 et 2017.

**Tableau n°6 : Exécution des dépenses ordinaires au 31 décembre 2016 et 2017 (en millions de FCFA)**

DEPENSES ORDINAIRES	2016			2017			Ecart	Taux (%)
	Prév.	Engag.	Taux (%)	Prév.	Engag.	Taux (%)		
Dépenses de personnel	346 000	355 282,2	102,7	354 628	340 559,6	96	-14 722,6	-4,1
Charges financières de la dette	82 000	63 335,9	77,2	103 700	106 393,3	102,6	43 057,4	68,0
Dépenses d'acquisitions de biens et services	99 005	99 805,6	100,8	102 597	104 693	102	4 887,4	4,9
Dépenses de transfert	218 713	207 358,9	94,8	200 200	161 515,1	80,7	-45 843,8	-22,1
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>745 718</b>	<b>725 782,6</b>	<b>97,3</b>	<b>761 125</b>	<b>713 161</b>	<b>93,7</b>	<b>-12 621,6</b>	<b>-1,7</b>

**Source :** Rapport d'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2017.

**Au niveau des charges de personnel**, l'écart d'exécution à fin décembre 2017 par rapport à la prévision est le reflet de plusieurs facteurs (mesures d'assainissement et aléas de gestion). Pour preuves, on peut citer : **(i)** les décalages observés dans le calendrier de recrutement des agents de l'Etat en 2017, du fait des travaux de mise en place d'un nouveau système transparent de recrutement ; **(ii)** les résultats positifs découlant des actions engagées en vue de l'assainissement et de l'interconnexion des bases de données SUNKWE et FUR ; **(iii)** la nouvelle gouvernance des salaires et autres avantages qui font désormais, l'objet de virement bancaire systématique sans oublier l'effet des recensements biométriques réalisés en fin d'année 2016.

**Au niveau des intérêts de la dette publique**, leur couverture au-delà de 100% est liée principalement à la dette intérieure. Il y a d'un côté, les charges financières sur les bons du Trésor qui ont connu une exécution à 110,6% due à l'émission en cours d'année de bons à durée infra annuelle. Il y a de l'autre, les intérêts sur les prêts obtenus auprès des banques locales qui sont exécutés à 119,8%. Ceci s'explique par le caractère anticipé de l'achèvement de certains travaux dont les dénouements n'étaient pas prévus pour 2017. Ces décisions de gestion ont donc conduit l'exécution de cet agrégat budgétaire à un niveau plus élevé que prévu de 102,6%.

**S'agissant des dépenses d'acquisitions de biens et services** (achats de biens et services, acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier), leur niveau d'engagement de 102% de la prévision annuelle en 2017 est lié aux engagements imprévus de 23 600 millions de FCFA, représentant la dette de l'Etat et de ses démembrements envers la SBEE à fin 2016. Cette dette a été entièrement soldée sur les crédits de la gestion 2017. L'écart positif de 2 096 millions de FCFA enregistré au niveau des dépenses de fonctionnement entre la prévision et l'exécution de 2017 est à ce titre, un écart virtuel.

**En réalité, les dépenses de fonctionnement de l'année 2017 auraient pu se solder par une économie d'environ vingt (20) milliards de FCFA si cette dette n'existait pas.** Ce niveau de rationalisation des charges est le résultat de la poursuite de la revue systématique des dépenses en termes de qualification et de qualité.

**En ce qui concerne les dépenses de transfert (subventions et autres transferts courants),** le repli constaté en fin de gestion 2017 se justifie par : (i) l'arbitrage opéré en début d'année sur les activités budgétisées des unités administratives et la suspension de la subvention de l'Etat à la filière coton évaluée annuellement à **20 milliards de FCFA.**

## 1.2. Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement (exemple : dépenses liées à la construction des routes, des écoles et des hôpitaux...) ont été engagées en 2017 à hauteur de **531 804,3 millions de FCFA** contre une prévision initiale de 808 317 millions de FCFA et de 289 234,8 millions de FCFA réalisé en 2016.

Le niveau de progression de plus 242 569 millions de FCFA en 2017 est le résultat du lancement des études de plusieurs projets phares inscrits au Programme d'Actions du Gouvernement ainsi que la poursuite et le démarrage effectif de plusieurs autres chantiers.

Le tableau ci-dessous donne les détails sur les dépenses en capital en 2017.

**Tableau n°7 :** Exécution des dépenses d'investissement au 31 décembre 2016 et 2017 (en millions de FCFA)

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	2016			2017			Ecart	Taux (%)
	Prév.	Engag.	Taux (%)	Prév.	Engag.	Taux (%)		
Financement intérieur (contribution budgétaire + emprunt intérieur)	138 314	192 417,0	139,1	575 317	359 424,3	62,5	167 007,3	86,8
Financement extérieur	142 600	96 817,8	67,9	233 000	172 380,1	74,0	75 562,3	78,0
• Prêts	99 770	71 345,9	71,5	172 700	135 252,9	78,3	63 907,0	89,6
• Dons	42 830	25 471,9	59,5	60 300	37 127,1	61,6	11 655,2	45,8
<b>TOTAL</b>	<b>280 914</b>	<b>289 234,8</b>	<b>103,0</b>	<b>808 317</b>	<b>531 804,3</b>	<b>65,8</b>	<b>242 569,5</b>	<b>83,9</b>

**Source :** Rapport d'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2017.



## 2. Situation d'exécution des dépenses du FNRB et autres organismes publics

Les dépenses du FNRB et des autres organismes publics atteignent **95 328,2** millions de FCFA contre une prévision de 74 058 millions de FCFA. La hausse est principalement portée par le FNRB avec l'application en cours d'année 2017 du nouveau code des pensions rendu exécutoire par la Cour Constitutionnelle.

Le tableau ci-dessous montre la comparaison de ces types dépenses entre 2016 et 2017.

**Tableau n°8 :** Engagement de dépenses du FNRB et autres organismes publics au 31 décembre 2016 et 2017 (en millions de FCFA)

DEPENSES DU FNRB ET AUTRES ORGANISMES PUBLICS	2016			2017			Ecart	Taux (%)
	Prév.	Engag.	Taux (%)	Prév.	Engag.	Taux (%)		
FNRB	61 106,0	69 634,5	114,0	65 850	86 496,7	131,4	16 862,2	24,2
FR	6 700,0	7 934	118,4	6 000	6 936,6	115,6	-997,4	-12,6
CAA	2 254,0	2 758,4	122,4	2 208	1 894,9	85,8	-863,5	-31,3
<b>TOTAL</b>	<b>70 060</b>	<b>80 326,9</b>	<b>114,7</b>	<b>74 058</b>	<b>95 328,2</b>	<b>128,7</b>	<b>15 001</b>	<b>18,7</b>

**Source:** Rapport d'exécution du budget de l'Etat au 31 décembre 2017.

## 3. Situation d'exécution des dépenses des comptes d'affectation spéciale

Les dépenses engagées au titre des Comptes d'Affectation Spéciale (CAS) en 2017 se chiffrent à 56 989,4 millions de FCFA sur une prévision annuelle de 54 486 millions de FCFA, soit un taux d'engagement de 104,6%.

Le détail sur l'exécution des opérations des Comptes d'Affectation Spéciale se présente ainsi qu'il suit :

**Tableau n°9 :** Exécution des dépenses des Comptes d'Affectation Spéciale à fin décembre 2016 et 2017 (en millions de FCFA)

Comptes	2016			2017			Ecart	Taux (%)
	Prév.	Engag.	Taux (%)	Prév.	Engag.	Taux (%)		
Opérations Militaires à l'Extérieur.....	13 000	11 728,4	90,2	16 000	14 096,7	88,1	2 368,3	20,2
Partenariat Mondial pour l'Education .....	15 116,2	6 395,2	42,3	16 505,1	9 961,6	60,3	3 566,4	55,8
Etude de faisabilité	3 292	2 580,1	77,8	15 000	14 880,4	99,2	12 300,3	476,7
Programme SYDONIA	2 567	2 064,0	80,4	3 552	3 221,4	90,7	1 157,4	56,1

Opérations d'Escortes Douanières	10 000	7 929,1	79,3	4 000	11 625,2	290,6	3 696,1	46,6
Modernisation de l'Administration des Impôts	1 500	570,2	19,0	2 000	3 204,0	160,2	2 633,8	461,9
RAMU	1 000	0	0	748	0	0	0,0	-
<b>Total</b>	<b>46 475,2</b>	<b>31 267,0</b>	<b>67,3</b>	<b>54 486</b>	<b>56 989,3</b>	<b>104,6</b>	<b>25 722,3</b>	<b>82,3</b>

**Source:** MEF/DGB, août 2018

### 5. Point sur les mouvements de crédits (réaffectation des fonds entre unités administratives)

**Tableau n°10 :** Synthèse des réaffectations de fonds entre unités administratives en 2017 (en FCFA)

CHAPITRES			MOUVEMENTS DE CREDIT				
			Dotation	Transfert	Virement	Dépassement	Fonds de concours
11	COUR CONSTITUTIONNELLE		1 337 903 000	0	7 039 026	23 950 000	0
13	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL		1 883 962 000	12 355 000	12 355 000	0	0
20	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE		14 935 908 000	1 530 250 866		60 000 000	196 787 100
	207202276100	AUTORITE DE REGULATION DE L'ENERGIE	108 000 000	0	108 000 000	0	0
	201100112100	CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE	4 674 982 000	1 146 653 866	1 146 653 866	0	0
	201000212100	EQUIPEMENT SOCIO-ADMINISTRATIF	2 003 206 000	0	0	0	0
	201000112100	CHARGES COMMUNES	633 695 000	483 597 000	483 597 000	0	0
	206203563600	COMITE NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA	72 706 000	0	60 000 000	0	0
	201603812900	PROJET DE TRANSFERT DE FONDS DES MIGRANTS Au SERVICE DU DEVELOPPEMENT DU BENIN	84 624 000	0	0	0	196 787 100
22	MINISTERE DELEGUE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE		83 897 898 000	1 200 000 000	1 414 100 000	18 796 592 000	0
	222100421100	INSPECTION GENERALE DES ARMEES	2 500 000	0	0	15 000 000	0
	222101221100	DIRECTION DES ECOLES ET DES SPORTS	1 900 000	0	0	1 900 000	0
	222101421100	SERVICE REGIONAL DE L'INTENDANCE DES ARMEES	947 000	0	0	1 994 000	0
	222101821100	CPADD	7 470 000	0	0	7 470 000	0
	222200623100	EXPERTISE MEDICALE DES PERSONNELS NAVIGANTS DES FORCES AERIENNES	12 500 000	0	0	2 577 000	0
	222203222300	BATAILLONS DE L'ARMEE DE TERRE ET GNSP	49 067 000	0	0	150 003 000	0
	222202423200	BASES AERIENNES	7 792 000	0	0	150 003 000	0

CHAPITRES		MOUVEMENTS DE CREDIT					
		Dotation	Transfert	Virement	Dépassement	Report	Fonds de concours
222202524200	BASES NAVALES	7 292 000	0	0	42 633 000	0	0
222100321100	ETAT MAJOR DES ARMEES	55 197 000	0	0	25 000 000	0	0
222100121100	CABINET DU MINISTRE	157 376 000	0	0	25 000 000	0	0
222000121100	CHARGES COMMUNES	2 009 582 000	0	0	62 000 000	0	0
224201544200	CENTRE DE FORMATION MILITAIRE DE BEMBEREKE	1 923 000	0	0	1 923 000	0	0
224201446400	ECOLE NATIONALE DES OFFICIERS	1 923 000	0	0	1 923 000	0	0
224201346400	ECOLE NATIONALE DES SOUS-OFFICIERS	1 923 000	0	0	1 923 000	0	0
222202821800	CENTRE DE FORMATION AUX OPERATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DE CANA	2 000 000	0	0	2 000 000	0	0
222600921100	PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL AU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE/DPP	100 000 000	0	48 000 000	0	0	0
222601621200	PROJET DE REHABILITATION, DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT D'INFRASTRUCTURES AU PROFIT DES FORCES	7 157 204 000	1 200 000 000	1 200 000 000	0	0	0
222601721200	PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES OPERATIONNELLES DES FAB	8 500 000 000	0	18 400 000 000	0	0	0
223201231100	DIRECTION DES RESSOURCES FINANCIERES	54 151 000	0	0	3 500 000	0	0
223201834400	DT. DE LA PROGRAMMATION ET DE LA PROSPECTIVE	2 500 000	0	0	2 500 000	0	0
224201044200	LYCEE MILITAIRE DE JEUNES FILLES DE NATITINGOU	2 722 000	0	0	2 722 000	0	0
224201144200	PRYTANEE MILITAIRE DE BEMBEREKE	2 722 000	0	0	2 722 000	0	0
25	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	380 669 543 000	0	35 000 000	6 525 030 000	0	0
	257400472700	AGENCE NATIONALE DU DOMAINE FONCIER	140 974 000	0	339 030 000	0	0
	253609031100	PROGRAMME D'AMELIORATION DE LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	938 000 000	0	35 000 000	0	0
	259000191101	DETTE PUBLIQUE INTERIEURE-CAA	84 850 052 000	0	6 186 000 000	0	0
27	MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPPEMENT	11 463 411 000	23 000 000	17 000 000	0	0	0

CHAPITRES			MOUVEMENTS DE CREDIT					
			Dotation	Transfert	Virement	Dépassement	Report	Fonds de concours
	273601134100	PROJET DE CONSTRUCTION DE REHABILITATION ET D'EQUIPEMENT DES BUREAUX ET RESIDENCES DES DIRECTIONS DEPARTEMENTALES DU PLAN (DDPSP)	240 000 000	16 000 000	10 000 000	0	0	0
	273608832100	PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL AU MDAEP	325 000 000	7 000 000	7 000 000	0	0	0
31	MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES AFFAIRES SOCIALES		32 215 830 000	0	2 618 822 000	480 000 000	0	0
	316601066300	PROGRAMME DE PROTECTION DES COUCHES VULNERABLES (PPCV)	2 739 560 000		720 582 000	0	0	0
	313000133100	CHARGES COMMUNES	815 734 000	0	0	480 000 000	0	0
	313602235700	PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL AU SECTEUR DE LA MICROFINANCE	500 000 000	0	305 050 000	0	0	0
	313600932900	PROJET D'AUTONOMISATION ECONOMIQUE DES FEMMES ET DE PROMOTION DU GENRE (PAEF-PG)	1 739 561 000	0	1 573 190 000	0	0	0
	313600833300	PROJET D'APPUI A LA MISE EN ŒUVRE DE LA REFORME ADMINISTRATIVE ET INSTITUTIONNELLE ET DES REFORMES DE LA FONCTION PUBLIQUE	100 000 000		10 000 000	0	0	0
	313600733100	PROGRAMME DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DES LOCAUX DU MTFPRAI-DS ET DES DDTFPRAI-DS	1 300 000 000	1 300 000 000	0	10 000 000	0	0
32	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION		31 444 707 000	0	590 000 000	1 850 390 332	0	0
	325400253100	OFFICE DE RADIODIFFUSION ET TELEVISION DU BENIN	109 311 000	0	0	852 744 100	0	0
	325400853100	SUBVENTIONS AUX CHARGES SALARIALES DE L'ORTB	1 410 429 000	0	0	997 646 232	0	0
	325608953500	PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES STRUCTURES CENTRALES DE GOUVERNANCE (PRSCG)	696 000 000	0	455 000 000	0	0	0
	323608335700	PROJET E-GOUVERNEMENT	575 000 000	0	135.000.000	0	0	0

CHAPITRES			MOUVEMENTS DE CREDIT				
			Dotation	Transfert	Virement	Dépassement	Fonds de concours
34	MINISTERE DU CADRE DE VIE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE		149 438 946 000	37 601 363 000	36 075 513 135	0	0
	347625374900	PROJET DE RESERVE DE BIOSPHERE TRANSFRONTALIERE DU DELTA DU MONO	700 000 000	350 940 000	203 000 000	0	0
	347624274200	PROGRAMME DES VILLES DURABLES	33 901 236 000	10 212 414 000	13 287 462 000	0	0
	347600172600	PROJET DE CONSTRUCTION DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS	20 000 000 000	11 801 000 000	11 589 356 365	0	0
	348600184200	PROJET D'APPUI A LA GESTION DES AIRES PROTEGEES AU BENIN (ex-PADAP)	700 000 000	314 375 000	156 435 000	0	0
	347627071300	PROJET DE CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES SOCIO-COMMUNAUTAIRES SOUS TUTELLE DES AUTRES MINISTERES SECTORIELS	11 576 000 000	10 485 605 000	5 552 300 770	0	0
	347626874900	PROJET DE SUBSTITUTION DU BOIS ENERGIE PAR LE GAZ DOMESTIQUE	2 000 000 000		1 873 000 000	0	0
	347626374400	PROGRAMME DE PROTECTION DU LITTORAL CONTRE L'EROSION CÔTIERE (COTONOU-SIAFATO, HILACONDJI-BOUCHE DU ROY, GRAND-POPO-OUIDAH)	14 625 000 000	0	2 200 000 000	0	0
	347625074200	MODERNISATION DU SYSTEME DE COLLECTE ET DE GESTION EFFICACE DES DECHETS DANS L'AGGLOMERATION DE COTONOU	750 000 000	750 000 000	0	0	0
	347608874300	SOUS-PROGRAMME LUTTE CONTRE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE DANS LES MILIEUX CONTINENTAL, COTIER ET MARIN	200 000 000	0	13 000 000	0	0
	347601472400	PROJET D'AMENAGEMENT URBAIN ET D'APPUI A LA DECENTRALISATION (PAURAD)	5 933 183 000	0	16 000 000	0	0
	347000277100	EQUIPEMENT SOCIO-ADMINISTRATIF	172 523 000	0	17 000 000	0	0
	343624536300	FADEC-ASSAINISSEMENT DES VILLES A STATUT PARTICULIER	4 747 500 000	1 220 000	2 000 0000	0	0
	343602334100	PROJET ETUDES ex MUHA	1 400 000 000	293 250 000	7 000 000	0	0
	343600232600	PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL (PAI)	400 000 000	1 626 250 000	114 000 000	0	0

CHAPITRES			MOUVEMENTS DE CREDIT					
			Dotation	Transfert	Virement	Dépassement	Report	Fonds de concours
	348626484200	PROGRAMME DE REBOISEMENT INTENSIF DU TERRITOIRE NATIONAL PAR DES MESURES INCITATIVES	800 000 000	113 300 000	113 300 000	0	0	0
	348606384200	PROGRAMME DE GESTION DES FORETS ET TERRITOIRES RIVERAIN DU BENIN	2 100 000 000	1 265 159 000	865 159 000	0	0	0
	347627177600	PROGRAMME INTERCOMMUNAL DE REHABILITATION DU LAC AHEME	100 000 000	137 000 000	4 000 000	0	0	0
	347626774900	PROJET DE PROMOTION DE LA PRODUCTION DES EMBALLAGES BIODEGRADABLES	200 000 000	0	50 000 000	0	0	0
36	MINISTERE DE LA SANTE		81 813 631 000	1 122 000 000	1 187 000 000	3 111 327 358	0	0
	366625963200	ETUDE DU PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT D'UN CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE ET D'UNE UNITE DE RADIOTHERAPIE	480 559 000	0	170 000 000	0	0	0
	366000161100	CHARGES COMMUNES	2 332 429 000	0	0	0	0	0
	366200461100	DIRECTION NATIONALE DE LA SANTE PUBLIQUE	1 917 758 000	642 000 000	642 000 000	0	0	0
	366601164500	PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE PALUDISME	1 614 000 000	0	0	1 467 900 000	0	0
	366625863300	PROJET DE CONSTRUCTION DE L'HOPITAL DE ZONE D'ALLADA	2 184 000 000	480 000 000	375 000 000	100 000 000	0	0
	366601363600	PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE PALUDISME LE SIDA	2 374 000 000	0	0	1 543 427 358	0	0
37	MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES MINES		148 500 352 000	39 098 501 856	5 898 501 856	0	0	0
	377629876200	PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE CENTRALE THERMIQUE DE 120 MEGAWATTS A MARIA GLETA (PREMIERE PHASE DE LA CENTRALE THERMIQUE DE 40	9 572 188 000	23 000 000 000	800 000 000	0	0	0
	377608173100	DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES MULTIFONCTIONS ET GESTION DURABLE DES RESSOURCES EN EAU	16 098 501 856	5 098 501 856	1 117 916 000	0	0	0
38	MINISTERE DU TOURISME ET DE LA CULTURE		35 755 346 000	0	0	72 450 000	0	0
	384100148300	CABINET DU MINISTRE	432 108 000	0	0	72 450 000	0	0

CHAPITRES			MOUVEMENTS DE CREDIT					
			Dotation	Transfert	Virement	Dépassement	Report	Fonds de concours
39	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE		105 822 596 000	7 950 307 000	2 652 150 000	11 218 645 640	0	0
	394201647300	RECHERCHE AGRONOMIQUE	2 100 000 000	0	0	11 218 645 640	0	0
	398300182100	DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DE L'ALIBORI	0	179 545 000	0	0	0	0
	398300282100	DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DE L'ATACORA	0	266 727 000	0	0	0	0
	398300382100	DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DE L'ATLANTIQUE	0	243 613 000	0	0	0	0
	398300482100	DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DU BORGOU	0	239 393 000	0	0	0	0
	398300582100	DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DES COLLINES	0	175 722 000	0	0	0	0
	398300682100	DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DU COUFFO	0	180 038 000	0	0	0	0
	398300782100	DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DE LA DONGA	0	119 459 000	0	0	0	0
	398300882100	DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DU LITTORAL	0	82 545 000	0	0	0	0
	398300982100	DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DU MONO	0	180 037 000	0	0	0	0
	398301082100	DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DE L'OUEME	0	265 473 000	0	0	0	0



CHAPITRES		MOUVEMENTS DE CREDIT					
		Dotation	Transfert	Virement	Dépassement	Report	Fonds de concours
	398301182100	DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DU PLATEAU	0	147 485 000	0	0	0
	398301282100	DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE DU ZOU	0	263 582 000	0	0	0
	398301382700	CeRPA ATACORA - DONGA	1 693 160 000	51 976 000	0	0	0
	398401282700	AGENCE TERRITORIALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE DE MALLANVILLE (ATDA 1)	0	793 531 000	0	0	0
	398401382700	AGENCE TERRITORIALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE DE KANDI (ATDA 2)	0	793 531 000	0	0	0
	398401482700	AGENCE TERRITORIALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE DE NATITINGOU (ATDA 3)	0	793 530 000	0	0	0
	398401582700	AGENCE TERRITORIALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE DE PARAKOU (ATDA 4)	0	793 530 000	0	0	0
	398401682700	AGENCE TERRITORIALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE D'ABOMEY (ATDA 5)	0	793 530 000	0	0	0
	398401782700	AGENCE TERRITORIALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE DE POBE (ATDA 6)	0	793 530 000	0	0	0
	398401882700	AGENCE TERRITORIALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE D'ABOMEY-CALAVI (ATDA 7)	0	793 530 000	0	0	0
	398614585200	PROJET D'APPUI AUX FILIERES LAIT ET VIANDES (PAFILAV)	4 500 000 000	0	499 150 000	0	0
40	MINISTERE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES SPORTS	18 985 456 000	0	0	1 826 600 000	0	0
	405201854200	COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS ET COUPE DU MONDE (DSE)	100 000 000 0	0	0	1 826 600 000	0
44	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	74 214 621 000	2 100 000 000	18 000 000 000	340 800 000	0	0
	444000145100	CHARGES COMMUNES	13 899 317 000	0	0	340 800 000	0
	444601341900	CREATION DE LA CITE DE L'INNOVATION ET DU SAVOIR	16 000 000 000	0	16 000 000 000	0	0

CHAPITRES			MOUVEMENTS DE CREDIT					
			Dotation	Transfert	Virement	Dépassement	Report	Fonds de concours
	444601146900	PROGRAMME SPECIAL DE COUVERTURE DES BESOINS EN INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENTS DES UNB	8 782 200 000	0	2 000 000 000	0	0	0
	444601246900	PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES ADMINISTRATIVES ET PEDAGOGIQUES	1 480 000 000	2 000 000 000	0	0	0	0
	444203646200	CENTRE DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SOCIALES DE L'UAC	1 846 317 000	100 000 000	0	0	0	0
51	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DES TRANSPORTS		168 699 574 000	9 120 000 000	0	0	0	0
	517602177200	Etude Technico-Economique de Construction d'un Pont sur le fleuve Mono	1 324 000 000	2 000 000 000	0	0	0	0
	517607077200	ETUDE TECHNIQUE DE REHABILITATION DES TRAVAUX DE LA ROUTE CALAVI-BOHICON-DAN	8 323 000 000	500 000 000	0	0	0	0
	517621077200	Programme d'urgence de réfection des routes et pistes dans le cadre des campagnes de commercialisation du coton graines	1 200 000 000	1 420 000 000	0	0	0	0
	517629077200	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE PARAKOU-DJOUGOU	4 491 000 000	200 000 000	0	0	0	0
	517622677200	ETUDE Technico-Economique et d'aménagement et de bitumage de la RNIE: Frontière Burkina Keremou Banikoara/ Kandi Sègbana frontière Nigeria	6 847 000 000	1 500 000 000	0	0	0	0
	517624371100	ETUDE DES GRANDS TRAVAUX ROUTIERS	4 430 000 000	1 500 000 000	0	0	0	0
	517628477200	REHABILITATION DE LA ROUTE PAHOU OUIDAH ILLADJI	3 265 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0
	517621577200	Actualisation de l'étude de faisabilité technico économique et travaux d'aménagement de la route N'DALI CHICANDOU	2 236 000 000	1 000 000 000	0	0	0	0
60	MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE		47 684 357 000	0	282 000 000	0	0	0
	602603425100	PROGRAMME DE REDUCTION DE LA DEMANDE ET DE L'OFFRE ILLICITE DE SUBSTANCES PSYCHOTROPES	306 000 000	0	222 000 000	0	0	0
	602200425200	DR. GENERALE DE LA POLICE REPUBLICAINE	11 787 459 000	0	60 000 000	0	0	0

CHAPITRES			MOUVEMENTS DE CREDIT					
			Dotation	Transfert	Virement	Dépassement	Report	Fonds de concours
61	MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA GOUVERNANCE LOCALE		25 883 711 000	0	0	0	0	2 755 019 400
	613600136300	FADEC - INVESTISSEMENT	11 000 000 000	0	0	0	0	2 755 019 400
62	MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE		115 575 271 000	497 900 000	264 069 000	6 610 455 000	0	0
	623200331100	DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES (DAF)	6 319 548 000	150 150 000	90 150 000	0	0	0
	624000141100	CHARGES COMMUNES	18 364 845 000	0	30 000 000	0	0	0
	624204741100	APPUI AU FONCTIONNEMENT ET AUX ACTIVITES DES ORGANES DE PILOTAGE DU STP/PDDSE	60 000 000	0	212 750 000	0	0	0
	624300142100	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE DE L'ALIBORI	36 550 000	10 000 000	0	0	0	0
	623100232700	INSPECTION GENERALE DU MINISTERE	89 251 000	15 000 000	0	0	0	0
	624300241200	Direction Départementale de l'Enseignement de l'Atacora	9 539 829 000	10 000 000	0	0	0	0
	624300341200	Direction Départementale de l'Enseignement de l'Atlantique	9 509 857 000	10 000 000	0	0	0	0
	624300441200	Direction Départementale de l'Enseignement du Borgou	9 612 643 000	10 000 000	0	0	0	0
	624300542100	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE DES COLLINES	33 605 000	10 000 000	0	0	0	0
	624300642100	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE DU COUFFO	33 390 000	10 000 000	0	0	0	0
	624300742100	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE DE LA DONGA	34 050 000	10 000 000	0	0	0	0
	624300842100	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE DU LITTORAL	32 760 000	10 000 000	0	0	0	0

CHAPITRES		MOUVEMENTS DE CREDIT					
		Dotation	Transfert	Virement	Dépassement	Report	Fonds de concours
624300941200	Direction Départementale de l'Enseignement du Mono	11 177 060 000	10 000 000	0	0	0	0
624301041200	Direction Départementale de l'Enseignement de l'Ouémé	10 210 076 000	10 000 000	0	0	0	0
624301142100	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE DU PLATEAU	34 812 000	10 000 000	0	0	0	0
624301241200	Direction Départementale de l'Enseignement du Zou	12 617 152 000	10 000 000	0	0	0	0
624400542300	CANTINES SCOLAIRES	1 000 000 000	0	0	2 700 000 000	0	0
624613242300	PROG. SPECIAL DE CONSTRUCTION, DE REHABILITATION ET D'EQUIP. DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES DES ZONES A BESOINS SPECIFIQUES (PSC	2 698 177 000	0	135 319 000	1 729 350 000	0	0
624613341100	PROG. DE CONSTRUCTION, DE REHABILITATION, D'EQUIP. ET DE VIABILISATION DES ECOLES NORMALES, D'INSTITUTEURS ET DES CIRCONSCRIPTIONS	885 094 000	0	2 640 000	1 634 850 000	0	0
624613441200	PROG. D'APPUI INSTITUTIONNEL ET DE RENFORCEMENT DE CAPACITES DU MEMP (PAIRCA- MEMP)	207 628 000	0	5 960 000	0	0	0
624610043100	Programme de construction et d'équipement d'écoles primaires au Bénin (JAPON 6, PHASE 6)	2 000 580 000	0	0	36 255 000	0	0
624612142300	PROGRAMME "UN ELEVE SOUS UN TOIT UNE CLASSE ET UN MAITRE POUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE" (Projet de développement de l'éducation BID III)	4 120 461 000	0	0	510 000 000	0	0
63	MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS SECONDAIRE, TECHNIQUE ET DE LA FORMATION ET PROFESSIONNELLE	78 754 443 000	0	77 000 000	0	368 100 000	0
634000145100	CHARGES COMMUNES	13 420 966 000	0	77 000 000	0	0	0
634613443100	PROJET D'APPUI A L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE AU BENIN	2 776 536 000	0	0	0	368 100 000	0
64	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION	32 507 601 000	100 000 000	242 500 000	5 119 125 733	0	0

CHAPITRES			MOUVEMENTS DE CREDIT					
			Dotation	Transfert	Virement	Dépassement	Report	Fonds de concours
	641303116500	CONSULAT GENERAL DU BENIN A PARIS	577 160 000	0	0	239 476 526	0	0
	641303216500	CONSULAT DU BENIN A DJEDDAH	420 741 000	0	0	129 378 421	0	0
	641303416500	AMBASSADE DU BENIN A BERLIN	565 519 000	0	0	45 277 164	0	0
	641303516500	AMBASSADE DU BÉNIN À DOHA (POSTE DIPLOMATIQUE)	397 981 000	0	0	112 480 420		0
	641303616500	AMBASSADE DU BÉNIN À ROME (POSTE DIPLOMATIQUE)	437 843 000	0	0	65 294 317	0	0
	641303716500	AMBASSADE DU BÉNIN À ROME-QUIRINAL (POSTE DIPLOMATIQUE)	419 505 000	0	0	78 324 253	0	0
	641303816500	AMBASSADE DU BÉNIN À ANKARA (POSTE DIPLOMATIQUE)	466 413 000	0	0	2 735 493	0	0
	641304016500	AMBASSADE DU BÉNIN À ALGER (POSTE DIPLOMATIQUE)	367 576 000	0	0	201 196 801	0	0
	641304116500	AMBASSADE DU BENIN A TEHERAN	243 729 000	0	0	194 352 963	0	0
	641304216500	CONSULAT GENERAL DU BENIN A NEW YORK	283 250 000	0	0	0	0	0
	641000216100	EQUIPEMENT SOCIO-ADMINISTRATIF	1 010 148 000	0	120 000 000	0	0	0
	641600316100	PROJET APPUI INSTITUTIONNEL	477 815 000	0	122 500 000	0	0	0
	641000316500	EQUIPEMENT SOCIO-ADMINISTRATIF DES POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES	550 000 000	100 000 000	0	0	0	
	641300116500	Ambassade du Bénin à ACCRA ( Poste diplomatique)	363 345 000	0	0	119 656 894	0	0
	641300216500	Ambassade du Bénin à BEIJING (Poste diplomatique)	599 318 000	0	0	206 576 351	0	0
	641300416500	Ambassade du Bénin à BRUXELLES (Poste diplomatique)	701 865 000	0	0	262 028 579	0	0
	641300516500	Ambassade du Bénin à KINSHASA (Poste diplomatique)	386 156 000	0	0	34 874 160	0	0
	641300616500	Ambassade du Bénin à LAGOS (Poste diplomatique)	411 419 000	0		137 267 710	0	0
	641300816500	Ambassade du Bénin à LIBREVILLE (Poste diplomatique)	265 916 000	0	0	102 810 560	0	0

CHAPITRES			MOUVEMENTS DE CREDIT					
			Dotation	Transfert	Virement	Dépassement	Report	Fonds de concours
	641300916500	Ambassade du Bénin à MOSCOU (Poste diplomatique)	425 316 000	0	0	237 173 145	0	0
	641301016500	Ambassade du Bénin à NEW YORK (Poste diplomatique)	1 254 744 000	0	0	95 523 543	0	0
	641301116500	Ambassade du Bénin à NIAMEY (Poste diplomatique)	185 302 000	0	0	62 372 988	0	0
	641301216500	Ambassade du Bénin à OTTAWA (Poste diplomatique)	325 185 000	0	0	72 948 898	0	0
	641301316500	Ambassade du Bénin à PARIS (Poste diplomatique)	863 874 000	0	0	730 550 985	0	0
	641301416500	Délégation permanente du Bénin à l'UNESCO (Poste diplomatique)	770 249 000	0	0	147 839 068	0	0
	641301616500	Ambassade du Bénin à WASHINGTON (Poste diplomatique)	944 825 000	0	0	144 808 255	0	0
	641301816500	Ambassade du Bénin à RABAT (Poste diplomatique)	350 154 000	0	0	16 731 554	0	0
	641301916500	Ambassade du Bénin à ABUJA (Poste diplomatique)	511 725 000	0	0	218 914 211	0	0
	641302016500	Ambassade du Bénin à PRETORIA (Poste diplomatique)	575 091 000	0	0	0		0
	641302116500	AMBASSADE DU BENIN A RIYAD	377 433 000	0	0	149 609 132	0	0
	641302316500	Ambassade du Bénin à GENEVE	1 280 786 000	0	0	76 470 458	0	0
	641302416500	AMBASSADE DU BENIN AU KOWEIT	429 925 000	0	0	73 899 378	0	0
	641302516500	AMBASSADE DU BENIN A TOKYO	616 513 000	0	0	502 090 77	0	0
	641302616500	AMBASSADE DU BENIN A ADDIS-ABEBA	389 937 000	0	0	265 500 546	0	0
	641302916500	AMBASSADE DU BENIN A COPENHAGUE	703 344 000	0	0	196 703 939	0	0
	641303016500	AMBASSADE DU BENIN A BRASILIA	518 996 000	0	0	196 258 247	0	0
77*-	DETTE PUBLIQUE + FRNB + CAA		0	0	1 090 000 000	6 186 000 000	0	0
	253400332400	CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT	2 145 000 000	0	65 000 000	0	0	0
	259000191101	DETTE PUBLIQUE INTERIEURE - CAA	84 850 052 000	0	0	6 186 000 000	0	0
	259500195100	FONDS NATIONAL DES RETRAITES DU BENIN	65 850 000 000	0	1 025 000 000	0	0	0
78*-	CHARGES NON REPARTIES		0	13 700 000 000	2 500 000 000	24 197 037 320	0	0

CHAPITRES			MOUVEMENTS DE CREDIT					
			Dotation	Transfert	Virement	Dépassement	Report	Fonds de concours
	259000592302	DEPENSES D'INTERVENTIONS PUBLIQUES	41 132 173 000	10 740 000 000	2 500 000 000	401 887 488	0	0
	259000492202	DEPENSES DIVERSES	18 185 748 000	2 300 000 000	0	23 600 669 244	0	0
	259000392102	DEPENSES COMMUNES	61 518 567 000	60 000 000	0	194 480 588	0	0
	259000694102	DEPENSES D'EXERCICE CLOS	8 400 000 000	600 000 000	0	0	0	0
78*-	COMPTES SPECIAUX		0	0	11 716 112 660	10 871 445 512	8 721 155 518	0
	259599996124	ETUDE DE FAISABILITE	15 000 000 000	0	9 658 112 660	0	0	0
	259599996151	Programme SYDONIA	3 552 000 000	0	258 000 000	0	0	0
	629599996121	Programme FAST TRACK / FCB	7 784 000 000	0	0	0	8 721 155 518	0
	259599996154	MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION DES IMPÔTS	2 000 000 000	0	500 000 000	1 471 460 000	0	0
	259599996153	OPERATIONS D'ESCORTES DOUANIERES	4 000 000 000	0	1 300 000 000	9 399 985 512	0	0
<b>TOTAL</b>			<b>1 697 985 660 000</b>	<b>114 055 677 722</b>	<b>84 314 413 543</b>	<b>97 289 848 895</b>	<b>9 089 255 518</b>	<b>2 951 806 500</b>

Les différents mouvements de crédits en 2017 ont permis à l'exécutif de mettre en cohérence à travers les plans de travail annuels des ministères, le budget de l'Etat avec le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG). Rappelons que le budget de l'Etat 2017 qui opérationnalise la première composante du PAG est adopté par le Parlement avant le lancement de ce dernier.

#### IV. SITUATION D'EXECUTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE

##### 1. Point sur les ressources de trésorerie

Sur une prévision de **1 002 861 millions de FCFA**, le niveau de mobilisation à fin décembre 2017 des ressources de trésorerie atteint **868 111 millions de FCFA**, soit un taux de 86,6%. Le détail sur la mobilisation des ressources de trésorerie se trouve dans le tableau ci-après :

**Tableau n°11** : Niveau de mobilisation des ressources de trésorerie par nature en 2017 (en millions de FCFA)

Nature	Prévision	Réalisation	Taux (%)
Remboursement prêts et avances	947	7,5	0,8
Emission de dettes à moyen et long termes (emprunt Obligataire)	285 300	255 155	76,2
<i>Emprunts extérieurs (prêts projets ; prêts programmes)</i>	<i>210 300</i>	<i>173 014,3</i>	<i>82,3</i>
<i>Financement banques locales</i>	<i>75 000</i>	<i>82 140,6</i>	<i>109,5</i>
Tirage sur FMI	-	25 802,6	
Autres ressources de trésorerie	716 614	565 165	78,9
<i>Obligations du trésor</i>	<i>542 314</i>	<i>345 637</i>	<i>63,7</i>
<i>Bons du trésor</i>	<i>174 300</i>	<i>219 528</i>	<i>125,9</i>
Variation des dépôts des correspondants du Trésor		21 980,7	-
Produits des cessions d'actifs	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1 002 861</b>	<b>868 111</b>	<b>86,6</b>

**Source** : MEF/DGTCP/DGB, janvier 2018

Le niveau de mobilisation obtenu est en recul par rapport à la prévision pour deux raisons. La première est liée à une exécution globale de la loi de finances à hauteur de 93%. La deuxième tire son fondement de la qualité de l'exécution des opérations budgétaires avec comme corollaire, un atterrissage soutenable des résultats budgétaires et un solde budgétaire d'exécution de 5,4% en amélioration de 7,4% par rapport à l'objectif prévisionnel de 12,8%.

##### 2. Point sur les charges de trésorerie

A fin décembre 2017, l'exécution des charges de trésorerie s'élève à **413 780,1 millions de FCFA** contre 298 648,4 millions de FCFA en 2016. Le développement desdites charges est consigné dans le tableau suivant :

**Tableau n°12** : Niveau d'exécution des charges de trésorerie par nature en 2017 (en millions de FCFA)

Nature	Prévision	Réalisation	Taux (%)
Prêts et avances	3 200	18	0,6
Amortissement emprunts obligataires	48 600	48 582,1	100
Amortissement tirages FMI	9 600	8 816,7	91,8



Amortissement emprunts extérieurs	31 600	51 822,9	164,0
Amortissement Bons du Trésor	162 000	221 655	136,8
Indemnités de vacation des enseignants	8 000	6 889,1	86,1
Amortissement dettes banques locales	39 600	22 813,8	57,6
Variation des instances de paiement	10 000	26 156,9	261,6
Retrait des correspondants du Trésor	-	27 025,6	-
<b>Total</b>	<b>312 600</b>	<b>413 780,1</b>	<b>132,4</b>

**Source** : MEF/DGTCP/DGB, mars 2018

Signalons que par ce niveau d'exécution au-delà des prévisions initiales, le Gouvernement a voulu anticiper sur certains échéanciers de remboursement pour réaliser des gains d'efficience sur les taux d'intérêt supportés.

### 3. Solde d'exécution globale

A fin 2017, le solde budgétaire d'exécution (écart entre dépenses et recettes de l'Etat) est ressorti déficitaire de **282 971,2 millions de FCFA**.

Ajouté aux charges de trésorerie pour la couverture des dépenses en fin de gestion 2017, le besoin de financement de l'Etat s'élève à **696 751,3 millions de FCFA**. Le niveau de mobilisation des ressources de financement étant de **868 111 millions de FCFA** en 2017, le solde global de financement est ressorti excédentaire de **171 359,5 millions de FCFA**, largement au-dessus de celui de 2016 qui était de **75 746,8 millions de FCFA**.

### 4. Dette de l'Etat

Le ratio encours de la dette publique (dette extérieure et dette intérieure) a atteint **54,4% du PIB à fin décembre 2017** contre une prévision initiale de **56,4%** et un niveau de 49,5% en 2016.

Cette performance en termes de gestion de la dette publique est imputable aux changements de politique en cours d'année. En effet, pour le financement de grands projets, l'Etat en cours d'année a recouru moins que prévu aux titres obligataires assimilables du Trésor. En outre, le Fonds Monétaire International a primé la bonne qualité de gestion des finances publiques du Gouvernement par la concession d'un prêt d'environ 26 000 millions de FCFA.

Au total, sur une prévision initiale de **2 010 585,7 millions de FCFA**, l'exécution de la loi de finances se présente comme suit :

**Tableau n°13** : Synthèse de l'exécution de la loi de finances à fin décembre 2017 (en millions de FCFA)

Nature	Prévision (A)	Réalisation		Ecart (B)-(A)
		Montant engagé (B)	Taux (%)	
<b>Ressources</b>	<b>2 010 585,7</b>	<b>1 870 671,8</b>	<b>93,0</b>	<b>-139 913,9</b>
Budget de l'Etat	1 007 724,7	1 002 560,8	99,5	-5 163,9
Opérations de trésorerie	1 002 861,0	868 111,0	86,6	-134 750,0
<b>Charges</b>	<b>2 010 585,7</b>	<b>1 808 539,0</b>	<b>90,0</b>	<b>-202 046,7</b>
Budget de l'Etat	1 697 985,7	1 394 758,9	82,1	-303 226,8
Opérations de trésorerie	312 600,0	413 780,1	132,4	101 180,1

**Source** : DGB/MEF, août 2018.

## V. PRESENTATION DU NIVEAU D'EXECUTION DES DEPENSES PAR CLASSIFICATION

### 1. Classification administrative

Les dépenses consacrées aux activités récurrentes et aux investissements (transfert de capital, réhabilitation de bâtiments / infrastructures, construction et travaux de génie civil) des Ministères et Institutions de l'Etat pour 2017 se sont élevées à **895 343,1 millions de FCFA**, soit **68,3%** des prévisions annuelles.

En cumulant ces dépenses avec celles des budgets annexes et autres organismes publics, des comptes d'affectation spéciale, avec des crédits globaux et des charges financières de la dette publique et avec les charges de trésorerie, la loi de finances 2017 a été globalement engagée à **90%** sur les prévisions annuelles de **2 010 585,7 millions de FCFA**. La ventilation desdites dépenses est présentée dans le tableau ci-après.

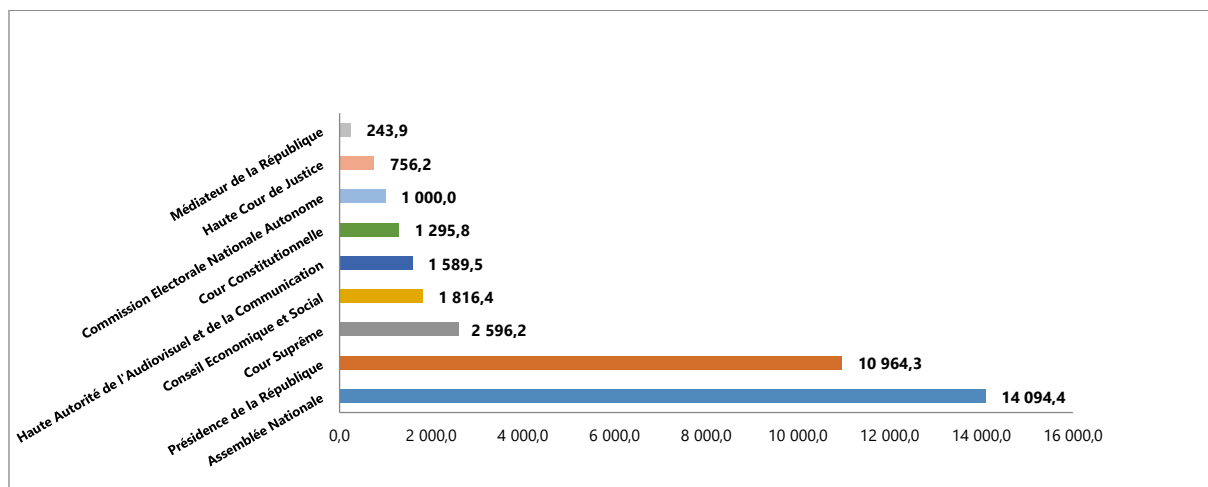
Tableau n°14 : Classification administrative des dépenses en 2017 (en millions de FCFA)

I- OPERATIONS DE TRESORERIE											
Prêts et avances	Amortissement emprunts obligataires	Amortissement tirages FMI	Amortissement emprunts extérieurs	Amortissement Bons du Trésor	Indemnités de vacation des enseignants	Amortissement dettes banques locales	Variation des instances de paiement	Retrait des correspondants du Trésor	Total exécution	Prévision Loi de Finances	Taux d'exé
18,0	48 582,1	8 816,7	51 822,9	221 655,0	6 889,1	22 813,8	26 156,9	27 025,6	413 780,1	312 600,0	132,4%
II- OPERATIONS BUDGETAIRES											
SECTEURS	DEPENSES ORDINAIRES				DEPENSES EN CAPITAL				TOTAL EXECUTION (C) = (a+b)	Prévision loi de finances (D)	Taux d'exé. (C)*100/(D)
	Dépenses de personnel	Dépenses d'acquisitions de biens et services	Dépenses de transfert	Total dépenses ordinaires (a)	Ressources Intérieures	Ressources extérieures (dons)	Ressources extérieures (prêts)	Total dépenses en capital (b)			
<b>1. Institutions</b>	<b>13 907,2</b>	<b>14 561,2</b>	<b>5 182,7</b>	<b>33 651,0</b>	<b>705,7</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>705,7</b>	<b>34 356,7</b>	<b>39 255,5</b>	<b>87,5%</b>
Présidence de la République	1 560,9	5 552,4	3 145,4	10 258,6	705,7	0,0	0,0	705,7	10 964,3	14 935,9	73,4%
Assemblée Nationale	7 525,5	6 268,9	300,0	14 094,4	0	0	0	0,0	14 094,4	14 056,4	100,3%
Cour Constitutionnelle	862,8	431,2	1,9	1 295,8	0	0	0	0,0	1 295,8	1 337,9	96,9%
Cour Suprême	1 534,0	665,3	396,9	2 596,2	0	0	0	0,0	2 596,2	3 092,2	84,0%
Conseil Economique et Social	1 264,8	450,7	100,9	1 816,4	0	0	0	0,0	1 816,4	1 884,0	96,4%
Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication	795,3	694,2	99,9	1 589,5	0	0	0	0,0	1 589,5	1 733,4	91,7%
Haute Cour de Justice	363,9	354,5	37,7	756,2	0	0	0	0,0	756,2	826,3	91,5%
Médiateur de la République	0,0	143,9	100,0	243,9	0	0	0	0,0	243,9	389,3	62,7%
Commission Electorale Nationale Autonome	0,0	0,0	1 000,0	1 000,0	0	0	0	0,0	1 000,0	1 000,0	100,0%
<b>2. Ministères</b>	<b>271 729,2</b>	<b>40 499,2</b>	<b>115 383,6</b>	<b>427 612,0</b>	<b>270 200,1</b>	<b>27 921,3</b>	<b>135 252,9</b>	<b>433 374,3</b>	<b>860 986,3</b>	<b>1 272 189,5</b>	<b>67,7%</b>
Défense Nationale	34 781,7	3 379,0	331,8	38 492,5	20 663,6	0	0	20 663,6	59 156,1	67 897,9	87,1%
Economie et Finances	6 314,1	1 958,1	2 940,2	11 212,4	2 776,5	2 741,1	0,0	5 517,6	16 730,0	24 660,8	67,8%
Justice & Législation	4 989,1	2 024,9	2 223,7	9 237,8	7 720,1	0,0	0,0	7 720,1	16 957,9	24 047,5	70,5%
Plan et Développement	697,0	1 165,0	2 517,0	4 379,0	1 060,5	493,4	894,6	2 448,5	6 827,5	11 463,4	59,6%
Fonction Publique & Affaires Sociales	2 893,7	2 265,9	7 918,0	13 077,6	6 655,1	55,6	8 435,3	15 146,0	28 223,6	32 215,8	87,6%
Economie Numérique & Communication	571,2	408,3	5 283,4	6 262,9	8 744,5	1 294,7	14 856,7	24 895,9	31 158,7	31 444,7	99,1%
Cadre de Vie & Développement Durable	2 196,9	482,2	1 195,7	3 874,7	71 963,8	1 554,8	23 630,4	97 149,0	101 023,7	149 438,9	67,6%
Industrie, Commerce & Artisanat	719,9	489,5	2 130,7	3 340,1	3 551,5	0,0	569,8	4 121,3	7 461,4	11 355,4	65,7%
Santé	21 667,5	5 105,0	17 364,1	44 136,6	12 339,0	4 709,1	283,0	17 331,1	61 467,7	81 065,6	75,8%
Energie, Eau et Mines	1 165,7	299,9	417,9	1 883,5	50 168,9	4 431,7	41 271,0	95 871,6	97 755,0	148 500,4	65,8%
Tourisme & Culture	839,2	434,9	821,8	2 095,9	5 180,5	0	0,0	5 180,5	7 276,4	35 755,3	20,4%

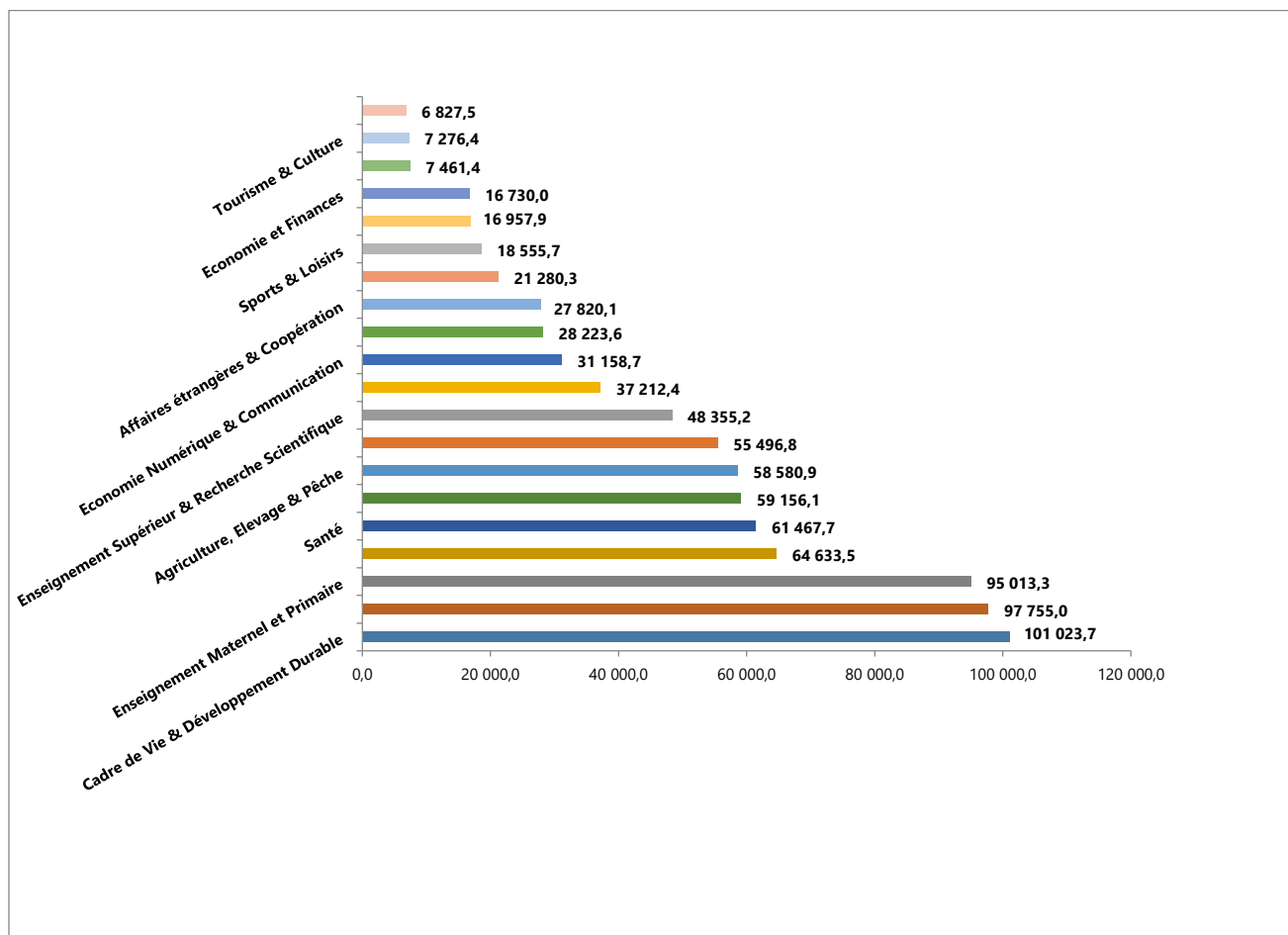
# RAPPORT DE FIN D'ANNEE 2017

SECTEURS	DEPENSES ORDINAIRES				DEPENSES EN CAPITAL				TOTAL EXECUTION (C) = (a+b)	Prévision loi de finances (D)	Taux d'exé. (C)*100/(D)
	Dépenses de personnel	Dépenses d'acquisitions de biens et services	Dépenses de transfert	Total dépenses ordinaires (a)	Ressources Intérieures	Ressources extérieures (dons)	Ressources extérieures (prêts)	Total dépenses en capital (b)			
Agriculture, Elevage & Pêche	6 187,7	986,8	21 052,8	28 227,4	6 881,5	4 821,2	18 650,9	30 353,6	58 580,9	105 822,6	55,4%
Sports & Loisirs	408,9	511,4	5 813,8	6 734,1	11 821,7	0	0	11 821,7	18 555,7	18 985,5	97,7%
Enseignement Supérieur & Recherche Scientifique	21 204,7	1 089,7	18 380,1	40 674,5	6 390,7	0	1 290,0	7 680,7	48 355,2	74 214,6	65,2%
Transports - Travaux Publics	791,9	555,8	949,2	2 296,8	24 192,5	4 261,5	24 746,0	53 199,9	55 496,8	162 699,6	34,1%
Intérieur et Sécurité Publique	27 044,0	3 588,1	1 813,5	32 445,5	4 767,0	0	0,0	4 767,0	37 212,4	47 684,4	78,0%
Décentralisation & Gouvernance Locale	1 484,2	1 944,0	3 750,3	7 178,5	11 954,3	2 147,5	0,0	14 101,8	21 280,3	25 883,7	82,2%
Enseignement Maternel et Primaire	72 402,6	2 970,3	13 688,3	89 061,2	5 917,2	0,0	35,0	5 952,1	95 013,3	107 791,3	88,1%
Enseignement Secondaire, Technique et Formation	49 193,2	2 275,1	6 615,8	58 084,1	4 548,3	1 410,8	590,4	6 549,5	64 633,5	78 754,4	82,1%
Affaires étrangères & Coopération	16 176,1	8 565,5	175,4	24 917,1	2 903,0	0	0	2 903,0	27 820,1	32 507,6	85,6%
<b>TOTAL MINISTÈRES ET INSTITUTIONS (3) = (1)+(2)</b>	<b>285 636,4</b>	<b>55 060,4</b>	<b>120 566,2</b>	<b>461 263,0</b>	<b>270 905,8</b>	<b>27 921,3</b>	<b>135 252,9</b>	<b>434 080,0</b>	<b>895 343,1</b>	<b>1 311 445,0</b>	<b>68,3%</b>
Financement bancaire direct (4)				0,0	82 140,6	9 206	0	91 346,4	91 346,4		
Crédits globaux (5)	54 923,2	49 632,6	40 948,9	145 504,7	6 377,9	0	0	6 377,9	151 882,6	154 296,7	98,4%
Charges financières de la dette publique (6)				106 393,3					106 393,3	103 700,0	102,6%
<b>TOTAL BUDGET GENERAL (4)+(5)+(6)</b>	<b>340 559,6</b>	<b>104 693,0</b>	<b>161 515,1</b>	<b>713 161,1</b>	<b>359 424,3</b>	<b>37 127,1</b>	<b>135 252,9</b>	<b>531 804,2</b>	<b>1 244 965,3</b>	<b>1 569 441,7</b>	<b>79,3%</b>
<b>Budget annexe et autres budgets</b>	<b>1 643,0</b>	<b>5 278,4</b>	<b>85 882,9</b>	<b>92 804,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>92 804,3</b>	<b>74 058,0</b>	<b>125,3%</b>
Budget annexe du FNRB	132,1	481,9	85 882,9	86 496,9				0	86 496,9	65 850,0	131,4%
Caisse Autonome d'Amortissement	1 510,9	383,1	0	1 894,0				0	1 894,0	2 208,0	85,8%
Fonds Routier	0,0	4 413,4	0	4 413,4				0	4 413,4	6 000,0	73,6%
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>									<b>56 989,3</b>	<b>54 486,0</b>	<b>104,6%</b>
<b>TOTAL BUDGET DE L'ETAT</b>	<b>342 202,7</b>	<b>109 971,4</b>	<b>247 398,0</b>	<b>805 965,4</b>	<b>359 424,3</b>	<b>37 127,1</b>	<b>135 252,9</b>	<b>531 804,2</b>	<b>1 394 758,9</b>	<b>1 697 985,7</b>	<b>82,1%</b>
<b>TOTAL LOI DE FINANCES (I)+(II)</b>	<b>342 202,7</b>	<b>109 971,4</b>	<b>247 398,0</b>	<b>805 965,4</b>	<b>359 424,3</b>	<b>37 127,1</b>	<b>135 252,9</b>	<b>531 804,2</b>	<b>1 808 539,0</b>	<b>2 010 585,7</b>	<b>90,0%</b>

**Figure n° 2 :** Exécution des dépenses budgétaires de la loi de Finances 2017 par Institution de l'Etat (en millions de FCFA)



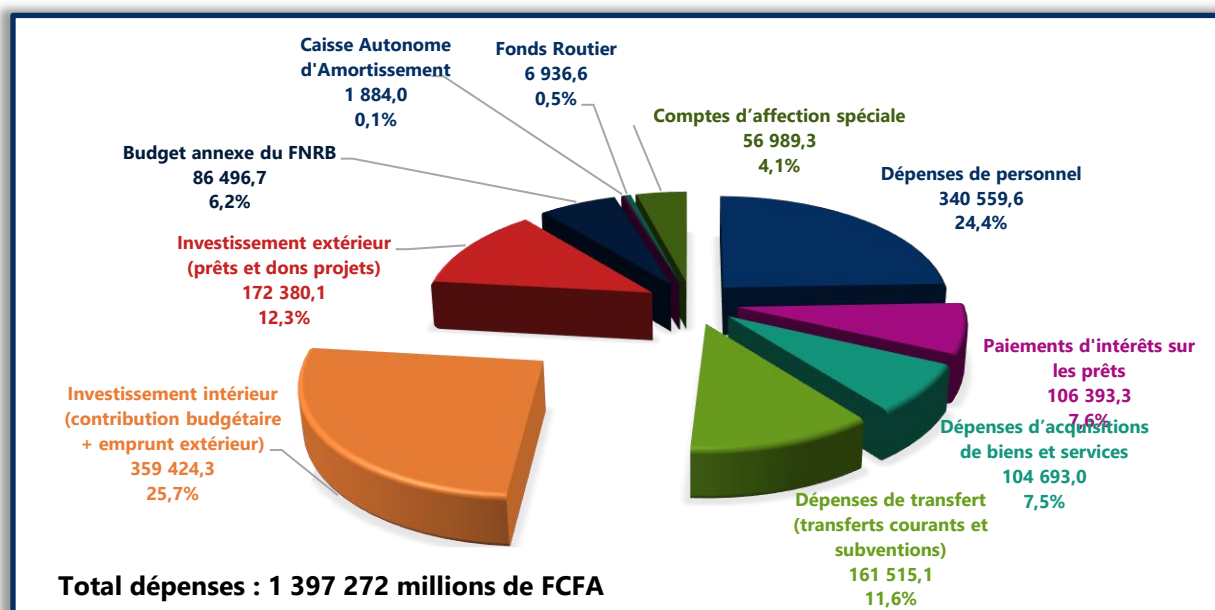
**Figure n° 3 :** Exécution des dépenses budgétaires de la loi de Finances 2017 par ministère de l'Etat (en millions de FCFA)



## 2. Classification économique

La situation d'exécution des dépenses en 2017 au niveau des différentes structures du budget se présente ci-dessous.

**Figure n°4 :** Classification économique des dépenses du budget de l'Etat en 2017 (en millions de FCFA)



## 3. Classification fonctionnelle

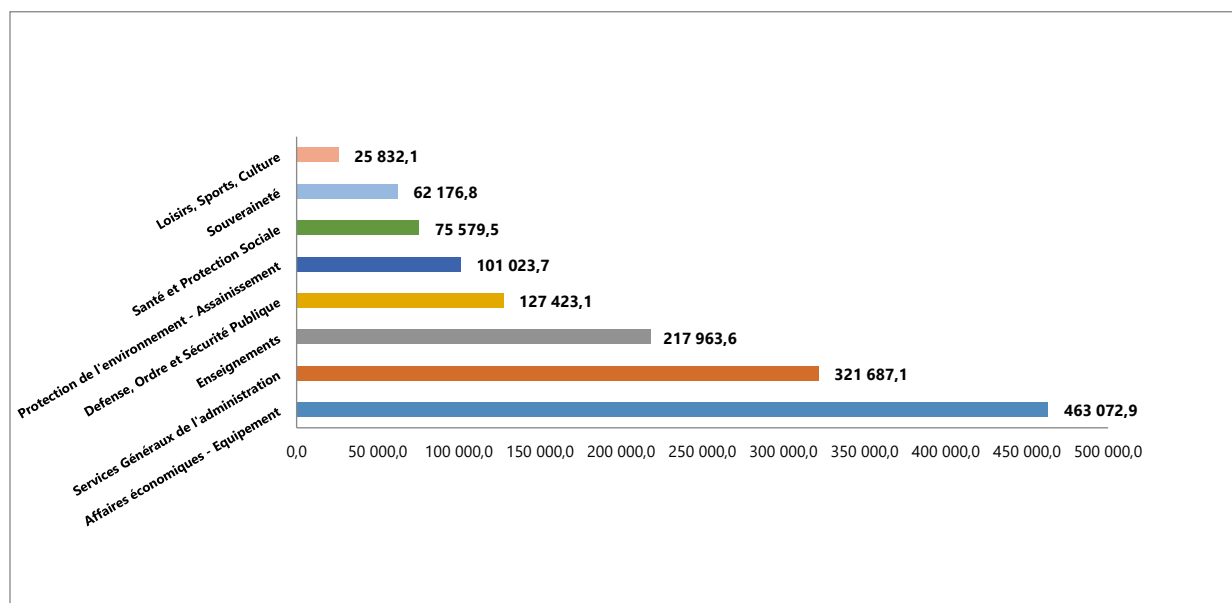
Les administrations publiques, dans l'exécution de leur mission, s'efforcent d'atteindre des objectifs socioéconomiques. En conséquence, le Gouvernement s'emploie à mettre à leur disposition des ressources nécessaires.

Pour le budget 2017, il est noté que pour chaque **10 000 FCFA** dépensé par l'Etat, **3 320 FCFA** ont été consacrés aux services économiques (agriculture, commerce, industrie, infrastructures routières et énergétiques, communications), **2 310 FCFA** aux administrations publiques, **1 560 FCFA** à l'éducation, plus de **900 FCFA** à la protection des béninois et de leurs biens et à la justice, **720 FCFA** à la protection de l'environnement et aux logements sociaux, **540 FCFA** à la construction et l'équipement des hôpitaux et aux aides sociales (microcrédits, assurance maladie, etc.), **450 FCFA** au fonctionnement des institutions et à la coopération économique avec d'autres Etats et **190 FCFA** au développement des infrastructures sportives, touristiques et cultures.

**Tableau n°15 :** Présentation de l'exécution du budget de l'Etat, gestion 2017 par fonction (en millions de FCFA)

N°	FONCTION	Prévisions	Exécution	Taux d'exéc.	Poids d'exec	Observations
7	Affaires économiques - Equipement	582 622,6	463 072,9	79,5%	33,2%	MIT, MENC, MEEM, MAEP, MICA, Dette Publique, Comptes Etudes de faisabilité et Promotion de la Recherche agricole
2	Services Généraux de l'administration	318 072,6	321 687,1	101,1%	23,1%	MEF, MPD, MDGL, MTFPAS (50%), Crédits globaux, Comptes SYDONIA, Impôts, Douanes, Prévention et gestion des catastrophes
6	Enseignements	268 544,3	217 963,6	81,2%	15,6%	MEMP, MESTFP, MESRS, Compte PME
3	Defense, Ordre et Sécurité Publique	155 629,8	127 423,1	81,9%	9,1%	MDN, MISP, MJL, Compte OME
8	Protection de l'environnement - Assainissement	149 438,9	101 023,7	67,6%	7,2%	MCVDD
4	Santé et Protection Sociale	97 173,5	75 579,5	77,8%	5,4%	MS, MTFPAS (50%)
1	Souveraineté	71 763,1	62 176,8	86,6%	4,5%	Toutes les Institutions, MAEC
5	Loisirs, Sports, Culture	54 740,8	25 832,1	47,2%	1,9%	MTC, M Sports
<b>TOTAL FONCTIONS</b>		<b>1 697 985,7</b>	<b>1 394 758,9</b>	<b>82,1%</b>	<b>100,0%</b>	

**Figure n° 5 :** Exécution des dépenses budgétaires de la loi de Finances 2017 par fonction (en millions de FCFA)



#### 4. Classification programmatique



**Tableau n°16 :** Classification programmatique des dépenses du budget de l'Etat, gestion 2017 à fin décembre (en millions de FCFA)

Code Prog.	Ministère /Programme/Dotation	Prévisions	Exécution	Taux d'exéc.
<b>MINISTERE DU PLAN ET DU DEVELOPEMENT</b>		<b>11 463,4</b>	<b>6 827,6</b>	<b>59,6%</b>
014	Pilotage et soutien aux services du MPD	3 480,5	2 961,4	85,1%
015	Orientation du développement	4 009,5	1 880,3	46,9%
016	Financement du développement et suivi-évaluation	3 973,4	1 985,9	50,0%
<b>MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA LEGISLATION</b>		<b>24 047,5</b>	<b>16 957,9</b>	<b>70,5%</b>
017	Pilotage et soutien aux services du MJL	4 999,8	3 321,2	66,4%
018	Cadre législatif normatif et institutionnel	765,1	230,2	30,1%
019	Services judiciaires	10 398,4	8 885,7	85,5%
020	Système pénitentiaire	6 036,0	3 517,7	58,3%
021	Promotion des Droits de l'Homme et Protection de l'Enfance et l'Adolescence	1 848,2	1 003,0	54,3%
<b>MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION</b>		<b>32 507,6</b>	<b>27 820,1</b>	<b>85,6%</b>
022	Pilotage et soutiens aux services du MAEC	4 225,5	2 846,9	67,4%
023	Diplomatie et coopération internationale	24 681,4	21 882,8	88,7%
024	Bénois de la diaspora et affaires consulaires	3 207,5	3 070,6	95,7%
025	Système d'information et communication stratégiques (Diplomatie stratégique)	393,2	19,8	5,0%
<b>MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES</b>		<b>24 660,8</b>	<b>16 730,0</b>	<b>67,8%</b>
026	Pilotage et soutien aux services du MEF	6 482,5	4 264,8	65,8%
027	Gestion du cadre macroéconomique	5 093,5	3 099,4	60,9%
028	Mobilisation des ressources financières et gestion de la trésorerie de l'Etat	11 262,5	7 259,8	64,5%
029	Gestion des dépenses publiques	1 505,6	1 500,6	99,7%
030	Gestion des biens de l'Etat et du foncier	316,7	605,3	191,1%
<b>MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE</b>		<b>47 684,4</b>	<b>37 212,4</b>	<b>78,0%</b>
031	Pilotage et soutien aux services du MISP	3 042,9	2 503,7	82,3%
032	Sécurité publique	35 231,5	29 249,2	83,0%
033	Prévention et gestion des sinistres et catastrophes	3 333,1	3 138,1	94,1%
034	Gestion intégrée des espaces frontaliers	2 474,3	1 818,7	73,5%
035	Gestion des affaires interieures	3 602,6	502,6	14,0%
<b>MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE</b>		<b>105 822,6</b>	<b>58 581,0</b>	<b>55,4%</b>
036	Pilotage et soutiens aux services du MAEP	49 268,9	32 372,3	65,7%
037	Agriculture	49 337,8	21 664,3	43,9%
038	Elevage	4 944,0	3 912,2	79,1%
039	Pêche et aquaculture	2 271,9	632,1	27,8%
<b>MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DE LA GOUVERNANCE LOCALE</b>		<b>25 883,7</b>	<b>21 280,3</b>	<b>82,2%</b>
040	Pilotage et soutien aux services du MDGL	3 260,7	2 574,7	79,0%
041	Promotion de la bonne gouvernance locale	2 117,9	1 428,1	67,4%
042	Promotion de l'économie locale et de l'intercommunalité	14 810,7	14 315,9	96,7%
043	Appui à la déconcentration	5 694,4	2 961,6	52,0%
<b>MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DES AFFAIRES SOCIALES</b>		<b>32 215,8</b>	<b>28 223,6</b>	<b>87,6%</b>
044	Pilotage et soutien aux services du MTFPAS	9 909,8	7 723,6	77,9%
045	Promotion socio-économique des travailleurs et des Personnes vulnérables	18 973,6	17 250,7	90,9%
046	Promotion des valeurs familiales et du genre	2 063,2	1 899,0	92,0%
047	Gestion des ressources humaines de l'Etat	632,4	990,5	156,6%
048	Promotion d'une administration de développement	636,8	359,8	56,5%



Code Prog.	Ministère /Programme/Dotation	Prévisions	Exécution	Taux d'exéc.
<b>MINISTERE DE LA SANTE</b>		<b>81 065,6</b>	<b>61 467,7</b>	<b>75,8%</b>
049	Réduction de la mortalité maternelle et infantile, prévention et lutte contre la maladie	21 824,4	15 717,2	72,0%
050	Valorisation des ressources humaines	23 968,2	21 987,4	91,7%
051	Renforcement du partenariat dans le secteur et promotion de l'éthique et de la responsabilité médicale	2 301,9	2 033,0	88,3%
052	Amélioration du mécanisme de financement du secteur	14 986,3	13 647,1	91,1%
053	Renforcement de la gestion du secteur	17 984,9	8 083,0	44,9%
<b>MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE</b>		<b>74 214,6</b>	<b>48 355,2</b>	<b>65,2%</b>
054	Pilotage et soutiens aux services du MESRS	3 007,2	2 501,7	83,2%
055	Enseignement supérieur	37 185,3	18 672,7	50,2%
056	Recherche scientifique et innovation technologique	18 217,5	11 992,6	65,8%
057	Vie de l'étudiant	15 804,6	15 188,2	96,1%
<b>MINISTERE DES ENSEIGNEMENT SECONDAIRE, TECHNIQUE, ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>		<b>78 754,4</b>	<b>64 633,6</b>	<b>82,1%</b>
058	Pilotage et soutiens aux services du MESTFP	7 240,5	6 493,9	89,7%
059	Enseignement secondaire général	53 485,1	46 283,4	86,5%
060	Enseignement technique et formation professionnelle	17 178,5	11 630,1	67,7%
061	Alphabétisation et formation des adultes	850,4	226,1	26,6%
<b>MINISTERE DES ENSEIGNEMENTS MATERNEL ET PRIMAIRE</b>		<b>107 791,3</b>	<b>95 013,3</b>	<b>88,1%</b>
062	Pilotage et soutiens aux services du MEMP	4 761,8	3 914,1	82,2%
063	Accès, équité et rétention	21 224,2	17 512,4	82,5%
064	Qualité de l'enseignement	81 805,3	73 586,8	90,0%
<b>MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION</b>		<b>31 444,7</b>	<b>31 158,7</b>	<b>99,1%</b>
065	Pilotage et soutien aux services du MENC	3 701,1	2 028,1	54,8%
066	Information et communication	12 102,6	11 742,2	97,0%
067	Economie numérique et poste	15 641,0	17 388,4	111,2%
<b>MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DES TRANSPORTS</b>		<b>162 699,6</b>	<b>55 496,8</b>	<b>34,1%</b>
068	Pilotage et soutien aux services du MIT	2 882,3	1 578,2	54,8%
069	Entretien et construction de routes et infrastructures de transport rural	159 420,6	53 719,1	33,7%
070	Transport Terrestre et sécurité routière	205,2	147,9	72,1%
071	Transport maritime	65,7	21,5	32,7%
072	Transport aérien	125,8	30,0	23,8%
<b>MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT</b>		<b>11 355,4</b>	<b>7 461,4</b>	<b>65,7%</b>
073	Pilotage et soutiens aux services du MICA	1 958,0	955,8	48,8%
074	Industrie	1 119,1	931,4	83,2%
075	Commerce	219,7	73,9	33,6%
076	Artisanat	961,7	658,6	68,5%
077	Appui au secteur privé	7 096,9	4 841,6	68,2%
<b>MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES MINES</b>		<b>148 500,4</b>	<b>97 755,1</b>	<b>65,8%</b>
078	Pilotage et soutiens aux services du MEEM	2 555,5	1 954,1	76,5%
079	Energie	124 798,1	83 286,8	66,7%
080	Eau	19 857,2	12 098,9	60,9%
081	Mines	1 289,6	415,2	32,2%
<b>MINISTERE DU CADRE DE VIE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE</b>		<b>149 438,9</b>	<b>101 023,7</b>	<b>67,6%</b>
082	Pilotage et soutiens aux services du MCVDD	6 711,3	5 572,3	83,0%
083	Gestion de l'environnement et des changements climatiques	21 968,9	15 334,2	69,8%
084	Gestion durable des forêts et des ressources naturelles	10 805,1	8 374,0	77,5%
085	Gestion des territoires	73 098,0	45 665,4	62,5%
086	Habitat	36 855,6	26 077,8	70,8%

Code Prog.	Ministère /Programme/Dotation	Prévisions	Exécution	Taux d'exéc.
<b>MINISTERE DU TOURISME ET DE LA CULTURE</b>		<b>35 755,3</b>	<b>7 276,4</b>	<b>20,4%</b>
087	Pilotage et soutien aux services du MTC	6 379,8	2 671,2	41,9%
088	Tourisme	7 095,2	823,1	11,6%
089	Culture	22 280,3	3 782,1	17,0%
<b>MINISTERE DES SPORTS</b>		<b>18 985,5</b>	<b>18 555,8</b>	<b>97,7%</b>

## VI. ANALYSE DU CADRE DE PERFORMANCE DES MINISTÈRES (EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE DES PROGRAMMES BUDGETAIRES)

**Tableau n°17 :** Synthèse de l'exécution financière et physique des programmes budgétaires de quelques ministères en 2017 (en millions de FCFA)

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
<b>Services généraux des administrations publiques</b>							
Ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale (MDGL)	Pilotage et soutien aux services du MDGL	<b>3 260,670</b>	<b>2 574,677</b>	<b>78,96%</b>	<b>68,08%</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation des points focaux de la réforme budgétaire au niveau central et organisation des mini-revues au sein des différents programmes ;</li> <li>- Elaboration des outils dans le cadre de la Gestion Axée sur les Résultats ;</li> <li>- Réalisation par l'Inspection Générale du Ministère de l'audit de la gestion et de l'utilisation des ressources du FADeC des 77 communes au titre de la gestion 2016 ;</li> <li>- Organisation d'une session du Comité Interministériel de PONADEC (CIP) ;</li> <li>- Organisation pour les membres du CIP, une session de formation sur la gestion du changement.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le taux de satisfaction des usagers du ministère est de 80% ;</li> <li>- Le nombre de documents élaborés dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme budgétaire est de 8 en 2017 contre 6 en 2016 pour une cible de 8 ;</li> <li>- Le taux d'exécution physique des actions du DPPD est de 66,93% en 2017 contre 74,29% en 2016 ;</li> <li>- Le nombre d'outils permettant d'améliorer la gestion de l'information élaborés en 2017 a la même</li> </ul>

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
							<p>valeur que 2016 : 05 pour une cible de 07.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le nombre de structures (préfectures, directions centrales et techniques) contrôlées est 12 en 2017 contre 14 en 2016 ;</li> <li>- Le nombre de communes auditées au titre du FADeC 2016 est de 77 ;</li> <li>- Le nombre de sessions de comité Interministériel de PONADEC (CIP) tenues est de 01 en 2017 contre 00 en 2016.</li> </ul>
	Promotion de la bonne gouvernance locale	<b>2 117,947</b>	<b>1 428,127</b>	<b>67,43%</b>	<b>60,45%</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement des capacités des acteurs des collectivités territoriales et des acteurs communaux sur les thématiques de la chaîne de passation des marchés publics ;</li> <li>- Formation des chefs Services Affaires Financières, des chefs Services Planification et Développement et des chefs Services Affaires Domaniales ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le nombre d'agents formés ou recyclés est de <b>1 561</b> en 2017 pour une cible de 1 124 contre 1 981 en 2016 ;</li> <li>- Le nombre d'élus formés est de 683 en 2017 pour une valeur cible de 700 contre 753 en 2016 ;</li> </ul>

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<p>- Formation des Chefs d'Arrondissements, des Présidents des Commissions des Affaires Financières et des Affaires Domaniales et Environnementales.</p>	<p>- Le taux d'adéquation des postes occupés par les anciens apprenants du CeFAL est de 51% en 2016 et en 2017 pour une valeur cible de 97% ;</p> <p>- Le taux de dossiers litigieux traités est de 105% en 2017 pour une cible de 100% contre 74,81% en 2016 ;</p> <p>- Le nombre de règlement des litiges domaniaux est de 42 en 2017 pour une cible de 60 contre 56 en 2016 ;</p> <p>- Le taux d'exécution des budgets communaux est de 52,86% en 2017 pour une cible de 80% contre 48,09% en 2016 ;</p> <p>- Le nombre de mission d'audit du FADeC 2016 réalisé par les IGAA et IGF est de 1 en 2017 tout comme en 2016.</p>

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
	Promotion de l'économie locale et de l'intercommunalité	14 810,700	14 315,9	96,66%	66,07%	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation de six (06) réunions du sous-groupe « Finances Locales », soit une réunion chaque deux mois ;</li> <li>- Transfert 100% des dotations FADeC non affecté 2017 prévu au budget du MDGL ;</li> <li>- Vulgarisation du guide d'élaboration des PDC de 3ème génération ;</li> <li>- Elaboration d'un guide de promotion de l'économie locale ;</li> <li>- Renforcement des capacités des acteurs communaux dans l'élaboration et la mise en œuvre des budgets participatifs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le taux d'exécution des transferts FADeC non affectés est de 100% en 2017 pour une cible de 100% contre 124,13 % en 2016 ;</li> <li>- Le taux d'exécution des transferts FADeC affecté et non affectés est de 102,36% en 2017 contre 93,48 % en 2016 pour une cible de 100% ;</li> <li>- La part des transferts aux collectivités territoriales dans le total des dépenses du BGE est de 2,32% en 2017 contre 3,84 % en 2016 pour une cible de 5%.</li> </ul>
	Appui à la déconcentration	5 694,361	2 961,600	52,01%	93%	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaboration d'un programme d'assistance-conseil au niveau de chaque département et leur mise en exécution par la préfecture et les services déconcentrés de l'Etat sur la base des besoins exprimés par les Communes ou sur la proposition de ces services aux Communes ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le taux de couverture des ministères pilotes en plan de décentralisation et de déconcentration est de 00% pour une cible de 100% ;</li> <li>- Le ratio moyen de réunions de CDCC est de 2 pour une cible de 2 ;</li> </ul>

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<ul style="list-style-type: none"> <li>- Recrutement de 120 agents permanents de l'Etat pour permettre aux préfectures de mieux répondre aux défis de la déconcentration et de la décentralisation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le taux moyen de participation au CDCC est de 82,68% en 2017 pour une cible de 100% ;</li> <li>- Le ratio moyen de réunions de CAD est de 13 pour une cible de 12</li> <li>- Le taux moyen de participation au CAD est de 62,93% en 2017 pour une cible de 100%.</li> </ul>
<b>Total MDGL</b>		<b>25 883,700</b>	<b>21 280,300</b>	<b>82,22%</b>	<b>66,93%</b>		
Ministère du Plan et du Développement (MPD)	Pilotage et soutien aux services du MPD	<b>3 480,500</b>	<b>2 961,400</b>	<b>85,09%</b>	<b>79,21%</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation sur les techniques de rédaction administrative à l'endroit du personnel du MPD ;</li> <li>- Formation des membres du Cabinet du Ministre d'Etat sur le thème ; "déontologie administrative ;</li> <li>- Gestion et le suivi des actes de carrière des agents du Ministère ;</li> <li>- Confection des Etats d'Effectifs Budgétaires ;</li> <li>- Réfection des bureaux de l'ancien bâtiment du Ministère ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Taux de satisfaction du personnel du Ministère en 2017 est 34,82% pour une valeur cible de 75% ;</li> <li>- Le Taux d'exécution financière (engagement) du DPPD en 2017 est de 77,85% pour une valeur cible de 85% contre 71,74% en 2016 ;</li> <li>- Le taux d'exécution physique du DPPD en 2017 est de 71,70% pour une valeur</li> </ul>

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaboration du rapport de performance, gestion 2016 et transmission à l'inspection Générale du Ministère ;</li> <li>- Atelier de renforcement des capacités des acteurs de la réforme budgétaire sur "l'arrimage des programmes budgétaires aux stratégies sectorielles" ;</li> <li>- Suivi de la mise en œuvre du Plan de Passation des Marchés Publics ;</li> <li>- câblage et l'interconnexion des structures du Ministère ;</li> <li>- Maintenance du parc informatique du MPD.</li> </ul>	<p>cible de 90% contre 64,99% en 2016 ;</p> <p>- Le taux de satisfaction des usagers du Ministère en 2017 est de 79,04% pour une valeur cible de 90% contre 83% en 2016.</p>
	Orientation du développement	<b>4 009,500</b>	<b>1 880,300</b>	<b>46,90%</b>	<b>69,02%</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Atelier national sur le dividende démographique ;</li> <li>- Organisation de trois ateliers de renforcement des capacités des 77 Maires du Bénin ;</li> <li>- Elaboration au titre de la gestion 2018, de la note analytique sur le programme de développement ;</li> <li>- Accompagnement des communes de tous les départements du Bénin à l'exception de celles du Borgou et de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La proportion de secteurs disposant de politiques et de stratégies en 2017 est de 72,73% pour une valeur cible de 60% ;</li> <li>- La proportion de secteurs disposant de système d'information statistique en 2017 est de 72,73% pour une valeur cible de 60% ;</li> </ul>

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<p>l'Alibori à l'intégration des ODD dans leur PDC ;</p> <p>- Elaboration du Tableau de Bord Social 2015-2016 ;</p> <p>- Construction d'un dortoir sur le CPEA de Daringa à Djougou ;</p> <p>- Achèvement des travaux d'Adduction d'Eau Villageoise à Kandérou dans la commune de Banikoara ;</p> <p>- Construction sur deux (02) ha à Bonou d'une plateforme technique à fonction multiple (PTFM) pour faire de la promotion de l'agrobusiness un levier de création d'AGR pour les femmes ;</p> <p>- Acquisition et installation des matériels médicaux pour le renforcement du plateau technique de neuf (09) Centres de Santé de Bonou ;</p> <p>- Réalisation de six (06) forages dont un (01) forage à motricité humaine déjà opérationnel ;</p> <p>- Construction à Bonou de trente-trois (33) salles de classes et de trente-trois (33) bureaux directeurs ainsi que l'équipement en divers mobiliers notamment huit cent vingt-cinq (825) tables bancs (25X33), trente-trois (33)</p>	<p>- La proportion d'entreprises agricoles fonctionnelles après l'incubation des jeunes en 2017 est de 60% pour une valeur cible de 55% ;</p> <p>- Le taux de maintien des effectifs assistés en 2017 est de 100% pour une valeur cible de 80%.</p>



Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						tables maîtres et trente-trois (33) chaises maîtres.	
	Financement du développement et suivi-évaluation	3 973,400	1 985,900	49,98%	73,01%	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réalisation de l'étude sur la stratégie de Dialogue Public-Privé ;</li> <li>- Elaboration des protocoles de performance pour le renforcement des capacités des organisations du secteur privé) ;</li> <li>- Organisation de missions d'informations et de sensibilisation sur les objectifs et les modalités d'intervention du projet à l'endroit des coopératives, groupements des femmes, TPE/PME des filières Ananas Karité et Aviculture ;</li> <li>- Elaboration du guide des appels à projets du PARASEP ;</li> <li>- Elaboration du schéma conceptuel d'aménagement du Périmètre de Glo-Djigbé (schéma de secteur de la zone d'influence de l'aéroport International de Glo-Djigbé) ;</li> <li>- Organisation d'un atelier de renforcement des capacités des agents de l'ADPG sur l'élaboration du budget</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le nombre de promoteurs à l'exportation accompagnés dans le cadre du partenariat AGOA en 2017 est de 14 pour une valeur cible de 18 contre 14 en 2016 ;</li> <li>- La proportion de projets sélectionnés disposant d'étude de faisabilité en 2017 est de 75% pour une valeur cible de 76% contre 72,2% en 2016 ;</li> <li>- Le pourcentage de requêtes de financement transmises aux PTF est de 100% pour une valeur cible de 30% contre 50% en 2016.</li> </ul>

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<p>suivant la norme OHADA révisé et la déontologie administrative ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation des séances de pré-arbitrage et d'arbitrage du PIP 2018-2020 ;</li> <li>- Organisation d'une session du Comité technique du Réseau National en Analyse d'Impact sur la Pauvreté et le Social ;</li> <li>- Préparation et organisation de douze (12) missions de prospection et de négociation (BID, BAD, BIDC, BM, FMI, AFD, OIF) ;</li> <li>- Participation à la retraite sur le financement des infrastructures durables ;</li> <li>- Organisation de trente-sept (37) missions d'identification et de suivi-évaluation des projets ;</li> <li>- Organisation en décembre 2017 des missions de collecte d'information dans les départements du Borgou-Alibori et Atacora-Donga dans le cadre de l'élaboration du Rapport sur l'Aide Extérieure.</li> </ul>	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
<b>Total MPD</b>		<b>11 463,411</b>	<b>6 827,600</b>	<b>59,56%</b>	<b>71,70%</b>		
<b>Santé</b>							
Ministère de la Santé (MS)	Réduction de la mortalité maternelle et infantile, prévention et lutte contre la maladie	<b>21 824,4</b>	<b>15 717,2</b>	<b>72,0%</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Poursuite des travaux de construction des dix (10) modules de latrines institutionnelles de 4 cabines à vidange arrière dans les écoles et centres de santé entamés en 2016 ;</li> <li>- Poursuite des travaux de construction des vingt-six (26) incinérateurs de type Montfort entamés en 2016 y compris les fosses à objets cassants dans les centres de santé de plusieurs communes ;</li> <li>- Acquisition des produits contraceptifs (Kit de pose de Dispositif Intra Utérin et Kit de retrait d'Implants) au profit de tous les départements ;</li> <li>- Acquisition de l'albendazole pour la campagne des JNV couplée à la vitamine A ;</li> <li>- Campagne de supplémentation en vitamine A et de déparasitage couplées avec les JNV (2 tours) avec 3 151 321 enfants de 6 à 59 mois touchés ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le taux de couverture vaccinale au pentavalent3 des enfants de 0 à 11 mois est de 106,0% (écart à la cible +6,0 points) contre 104,9% en 2016 ;</li> <li>- Le taux de consultation prénatale est de 107,1% en 2017 ;</li> <li>- La prévalence du VIH/Sida chez les femmes enceintes est de 1,56% en 2017 (écart à la cible + 0,40 point) contre 1,6% en 2016 ;</li> <li>- Le taux d'utilisation des méthodes contraceptives modernes est de 14,8% en 2017 contre 14,30% en 2016 ;</li> <li>- Le taux d'accouchement assisté par le personnel médical et paramédical en</li> </ul>

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation des agents de santé travaillant dans les infirmeries scolaires et universitaires ;</li> <li>- Renforcement des plateaux techniques, SONU, CDTs et du matériel de démonstration en SONU, HBB et Planification Familiale ;</li> <li>- 23 sessions de formation intégrée sur sites de 600 agents qualifiés des 43 hôpitaux en SONU/PF/SAA ;</li> <li>- Contrats avec 12 radios communautaires et locales (deux par département) pour la mise en œuvre des activités de promotion et de sensibilisation ;</li> <li>- Appui à 10 cellules universitaires de donneurs bénévoles de sang installées en 2014 pour la sensibilisation par les pairs ;</li> <li>- 03 sessions de formation de 60 Biotechnologistes des CDTs et PTS (PASMI) sur les procédures de validation des réactifs de TS ;</li> </ul>	<p>maternité est de 91,9% en 2017 contre 80,5% en 2016.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le taux de CPN 4 est passé de 23,4% en 2016 à 27,5% ;</li> <li>- La létalité due au paludisme chez les enfants de moins de cinq ans est maintenue 1,6‰ ;</li> <li>- Le taux de succès thérapeutique des nouveaux cas de Tuberculose Pulmonaire à Microscopie Positive est de 89% en 2017</li> <li>- Le taux de satisfaction des demandes en produits sanguins labiles est de 91,6% en 2017 contre 89,05% en 2016.</li> </ul>

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation de huit (08) cadres du niveau central et départemental en audit AQ des services de santé ;</li> <li>- Acquisition de vingt (20) obus d'oxygène au profit du CHUMEL ;</li> <li>- Réalisation de mission d'assistance technique, de supervision et de contrôle dans plusieurs centres de santé ;</li> <li>- Formation de 200 prestataires de 10 zones sanitaires sur l'insertion/retrait de l'implanon, l'utilisation de Sayana press et la PF du post partum immédiat ;</li> <li>- Remboursement de 29784 césariennes au titre de l'exercice 2016 aux hôpitaux agréés ;</li> <li>- Acquisition de nouveaux vaccins pour l'ensemble des formations sanitaires ;</li> <li>- 267 nouveaux cas d'ulcère dépistés et pris en charge en 2017 ;</li> <li>- 260 nouveaux cas de Lèpre admis en hospitalisation dans les Centres de Traitement Anti Lèpre ;</li> <li>- Acquisition de 150 débitmètres expiratoires de pointe, de 80 glucomètres et 80 boîtes bandelettes,</li> </ul>	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<p>80 appareil à tension, 80 toises métalliques, des médicaments, consommables essentiels et anesthésiques et mis à la disposition des centres pilotes de WHOPEN ;</p> <p>- Campagne de dépistages du VIH/Sida en milieu scolaire, universitaire et chez les jeunes déscolarisés dans tous les départements ;</p> <p>- Acquisition de 88 697 bouteilles d'insecticides pour la réalisation de la campagne PID 2017 ;</p> <p>- Acquisition de 15 microscopes au profit des laboratoires des formations sanitaires de 6 départements et de 30 microscopes pour le renforcement du plateau technique des laboratoires des formations sanitaires ;</p> <p>- Formation de 240 enseignants des écoles primaires publiques de l'Atlantique pour l'installation des clubs antipaludiques ;</p> <p>- Acquisition de matériels (1 spiromètre pour le CNHU-PP de Cotonou, 15 microscopes LED, réactifs et</p>	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						consommables, médicaments antituberculeux de 2ème ligne) pour le traitement de la tuberculose ; - Appui alimentaire à 800 malades tuberculeux (TB/VIH, TB-MR et dénutris) au cours de leur traitement en complément à la contribution de l'Etat dans tous les départements ; - 307 dialysés pris en charge (214 indigents aux CNHU, 10 CHUD Borgou, 8 longue vie et 55 UNIDAL) pour une dotation de 1 838 135 021 FCFA.	
	Valorisation des ressources humaines du secteur de la santé	23 968,2	21 987,4	91,7%	-	- Mis en stage de la première promotion des Internes en médecine des Hôpitaux Universitaires tels que le CNHU-HKM, l'HOMEL et le CHD Parakou. - Onze (11) internes ont terminé dans les spécialités suivantes : Pédiatrie, Cardiologie, Chirurgie Générale, Traumatologie-Orthopédie, Gynécologie-Obstétrique, Anesthésie-Réanimation, Biologie, Médecine Interne, Psychiatrie d'Adulte.	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
	Renforcement du partenariat dans le secteur, promotion de l'éthique et de la responsabilité médicale	2 301,9	2 033,0	88,3%	29,39%	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Supervision semestrielle des activités des relais communautaires dans les départements ;</li> <li>- Validation des directives nationales de la politique de santé communautaire ;</li> <li>- Dissémination des documents de politique nationale de santé communautaire, des directives de mise en œuvre de la politique et des directives de suivi évaluation du PIHI communautaire ;</li> <li>- Contribution à l'amélioration de la qualité des médicaments ;</li> <li>- Signature par le Laboratoire National de Contrôle de Qualité d'un accord de coopération avec la faculté des Sciences de la Santé ;</li> <li>- Rédaction et la publication des articles scientifiques ;</li> <li>- Encadrement des étudiants de pharmacie et autres dans la mise en œuvre des programmes d'assurance qualité pharmaceutique.</li> </ul>	
	Amélioration du mécanisme de	14 984,9	13 647,1	91,1%		- Paiement des primes aux agents ;	- Le poids du budget du Ministère de la Santé dans le



Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
	financement du secteur					<ul style="list-style-type: none"> <li>- Acquisition de matériels médico techniques, des équipements et des médicaments au profit 29 zones sanitaires appuyées par la Banque Mondiale, le Fonds Mondial et GAVI ;</li> <li>- Contribution à la prise en charge des évacuations sanitaires ;</li> <li>- Prise en charge des pauvres extrêmes ;</li> <li>- Mise en place du projet ARCH :</li> <li>- Edition de <b>66 891</b> cartes de prise en charge des soins gratuites sur 137 796 pauvres extrêmes identifiés dans 7 départements et 21 communes ;</li> <li>- Logement ICP Sakawan-Tédji ;</li> <li>- Achèvement des travaux de construction de magasin à la Direction Département de Santé (DDS)/Atacora-Donga (paiement du solde) ;</li> <li>- Démarrage de la construction de bureaux pour le DDS - Atacora au-dessus du magasin ;</li> <li>- Construction d'un parking pour autos à la DDS – Atacora ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Budget de l'Etat est de 4,03% en 2017 (écart à la cible – 10,97 points) contre 4,89% en 2016 ;</li> <li>- Le taux de consommation base engagement du budget du Ministère de la Santé est de 74,10% en 2017 (écart à la cible -25,90 points) contre 76,45% en 2016 ;</li> <li>- Le taux de fréquentation des services de santé par les enfants de moins de cinq (05) ans est de 79,2% en 2017 (écart à la cible -10,8 points) contre 73,4% en 2016 ;</li> <li>- Le taux de fréquentation des services de santé dans la population générale est de 46,9% en 2017 (écart à la cible – 8,1 points) contre 45,2% en 2016 ;</li> <li>- Le nombre de zones sanitaires fonctionnelles est</li> </ul>

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction d'une aire de lavage des véhicules administratifs à la DDS-Atacora</li> <li>- Construction d'un bureau pour les CVA de la DDS-Atacora ;</li> <li>- Construction de la clôture de la façade principale du CS d'Attogon ;</li> <li>- Construction de la façade principale de la clôture du CS de Houègbo ;</li> <li>- Construction d'une salle de conférence pour le bureau de zone Abomey-Calavi/ Sô-Ava ;</li> <li>- Construction du laboratoire du centre de santé de Tori-Bossito ;</li> <li>- Construction de la clôture du CS Pèreère ;</li> <li>- Construction de la clôture du CS Kalalé ;</li> <li>- Construction de la clôture du CS Gamia ;</li> <li>- Construction de toilettes et d'incinérateur aux CS Béroubouay, Bembéréké Bouanri ;</li> <li>- Construction Logement et maternité du CS DOISSA ;</li> </ul>	<p>de 28 pour une cible de 29 (écart à la cible - 1 point) ;</p> <p>- La proportion de zones sanitaires appuyées par le Financement Basé sur des Résultats est de 100% en 2017 ;</p> <p>- La proportion de crédits transférés aux communes par rapport au budget du MS est de 1,53% en 2017 contre 1,5% en 2016.</p>

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction de maternité isolée de coffé agballa (Doumè) ;</li> <li>- Construction du reste des façades du CS Plateau (Savè) ;</li> <li>- Construction de la clôture du CS Madjrè ;</li> <li>- Achèvement des travaux de construction de la clôture du CS Kokohoué ;</li> <li>- Achèvement des travaux de construction de la clôture du CS Adjahonmey ;</li> <li>- Achèvement des travaux de construction de la clôture de CS HONDJIN ;</li> <li>- Construction de la clôture du CS MISSINKO ;</li> <li>- Achèvement du paiement des travaux de construction du dispensaire de Godomey ;</li> <li>- Réfection des bâtiments de la maternité et du PEV au CS d'Aïdjèdo ;</li> <li>- Réalisation des travaux de fourniture et d'installation des projecteurs solaires</li> </ul>	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						au Centre Hospitalier Universitaire de Zone de Suru Léré ; - Construction du bureau de zone de Cotonou VI ; - Construction de la clôture de la façade principale du CS d'Attogon ; - Construction la façade principale de la clôture du CS de Houègbo ; - Réalisation des travaux de fourniture et de pose des équipements pour les chambres froides de la DDS ; - Achèvement de la clôture du CS OUMAKO ; - Achèvement de la clôture du CS YEGODOE ; - Construction d'un logement infirmier au CS de GNITO ; - Construction d'une paillote au CS SAZUE ; - Construction d'un logement sage-femme à TINOU dans Koudo ; - Réhabilitation du Bureau de Zone de Pobè-Adja-Ouèrè-Kétou ;	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réfection du Dispensaire, de la Maternité avec extension de la cuisine, d'une toilette du logement ;</li> <li>- Construction partielle de la clôture au CS IKPINLE ;</li> <li>- Démarrage des travaux de la réalisation de la clôture du CS Ouinhi ;</li> <li>- Réalisation de la clôture du CS Zogbodomey ;</li> <li>- Réalisation de la clôture du CS Saclo.</li> </ul>	
	Renforcement de la gestion du secteur	<b>17 984,9</b>	<b>8 083,0</b>	<b>44,9%</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Tenue de la revue annuelle conjointe au titre de 2016 ;</li> <li>- Tenue des CODIR élargis ;</li> <li>- Organisation d'une session du CNEEP et des sous-comités ;</li> <li>- Poursuite des travaux de construction de l'hôpital de Savè ;</li> <li>- Mise en place d'un plan de mesure des progrès des ODD dans le secteur de la santé ;</li> <li>- Elaboration des comptes nationaux de la santé 2014-2015 ;</li> <li>- Renforcement de capacité des points focaux de la DPP près des Directions</li> </ul>	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<p>centrales et techniques et des coordonnateurs de projets et programmes sur l'élaboration des termes de référence, le calcul du taux d'exécution physique et la démarche qualité ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Extension de l'assurance qualité à 11 nouvelles formations sanitaires (trois hôpitaux de zone et huit centres de santé) en plus des quatre formations de la phase initiale soit quinze structures sanitaires (5 HZ et 10 CS) ;</li> <li>- Renforcement de capacité des agents de santé sur les soins obstétricaux et néonataux d'urgence (SONU) pour améliorer la qualité des soins ;</li> <li>- Mise en place d'un plan de réponse aux maladies chroniques non transmissibles (MNT) ;</li> <li>- Restructuration de la demande des services et soins de santé pour l'optimisation du dialogue entre l'offre et la demande ;</li> </ul>	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<ul style="list-style-type: none"> <li>- Production de l'Annuaire des Statistiques Sanitaires 2016 ;</li> <li>- Production du Rapport de performance 2016 du secteur ;</li> <li>- Réalisation d'une étude et d'une analyse du plan de passation des marchés publics gestion 2017 ;</li> <li>- Organisation d'un contrôle sur l'exécution des marchés dans les départements ;</li> <li>- Archivage physique des documents du Secrétariat Général du Ministère de la Santé ;</li> <li>- Construction de la maternité de Tangandji, les bureaux de la mission chinoise à l'hôpital de zone de Natitingou, le Bloc administratif – dispensaire et logement du centre de santé de Ouinhi ;</li> <li>- Equipements médico techniques sensibles dans certaines formations sanitaires comme : un appareil de radiologie à l'hôpital de zone de sakété, deux tables d'opérations dont l'une à</li> </ul>	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<p>l'hôpital de zone de Suru-Léré et l'autre à l'hôpital de zone de Sakété, un automate de biochimie à l'hôpital de zone de Lokossa et un automate d'hématologie au profit de l'hôpital de zone de comé, et une machine à laver et à sécher à l'hôpital de Boko ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude d'Impact Environnemental du Projet Santé Population de la Grande Commune de Tchaourou (PSP-CGT) ;</li> <li>- Viabilisation (Réalisation de forages) sur des différents sites du Projet (Tchaourou, Tchatchou, Goro, Alafiarou, Bètèrou, Sanson et Kika),</li> <li>- Démarrage des travaux d'extension du logement infirmier du CS Agbangnizoun, du CS Soyo et du CS Totchangni,</li> <li>- Démarrage des travaux d'extension du service des malades du sang et du laboratoire d'hématologie du CNHU-HKM ;</li> </ul>	



Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<ul style="list-style-type: none"> <li>- Démarrage des travaux de réhabilitation et d'extension du laboratoire du CHD Natitingou ;</li> <li>- Démarrage des travaux de Réhabilitation de la DPP ;</li> <li>- Démarrage des travaux de Réfection et d'extension des bureaux de la DRFMT.</li> </ul>	
<b>Total M. SANTE</b>		<b>81 065,5</b>	<b>61 467,7</b>	<b>75,8%</b>			
<b>Enseignements</b>							
Ministère de l'Enseignement Secondaire, technique et de la Formation Professionnelle (MESTFP)	Pilotage et soutien aux services du MESTFP	<b>7 240,500</b>	<b>6 493,900</b>	<b>89,70%</b>	<b>83,42%</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaboration de trois (03) fiches de nouveaux projets : Projet d'appui à la mise en œuvre de la réforme du cursus de formation à l'EFTP; Projet de construction, de réhabilitation et d'équipement des bibliothèques scolaires modernes dans les établissements d'ESTFP et Projet d'installation et d'équipement des établissements d'enseignement secondaire, technique et de la formation professionnelle en infrastructures sportives et culturelles ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le taux d'exécution physique du PTA est de 65,94% en 2017 contre 93% en 2016 ;</li> <li>Le taux d'exécution financière du budget hors salaires est de 45,58% contre 70% en 2016.</li> </ul>

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<ul style="list-style-type: none"> <li>- Extension de 20 classes (1er cycle ESG : 14, 2nd cycle ESG : 05, Formation professionnelle : 01) et 1 570 groupes pédagogiques (1er cycle ESG : 990, 2nd cycle ESG : 580) ;</li> <li>- 02 dédoublements de groupes pédagogiques dans l'ESG ;</li> <li>- Elaboration de tous les instruments de gestion budgétaire pour 2018 : DPPD 2018-2020, PAP 2018 et PTA 2018 ;</li> <li>- Organisation des de toutes les revues trimestrielles de l'année 2017 ;</li> <li>- Production du rapport de performance 2016 et sa transmission à la Cour Suprême ;</li> <li>- Deux (02) missions de suivi-évaluation des Projets ;</li> <li>- Elaboration des rapports d'avancement du PIP des quatre (04) trimestres et transmission au Ministère du Plan ;</li> <li>- Production des statistiques scolaires du MESTFP au titre de l'année 2016-2017 et de l'annuaire statistique ;</li> </ul>	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<ul style="list-style-type: none"> <li>- Actualisation du plan d'actions de mise en œuvre de la réforme du cursus de formation à l'EFTP ;</li> <li>- Des missions d'investigations dans les départements du Zou-Collines, du Borgou-Alibori, de l'Atacora-Donga et du Mono-Couffo et du 30/10/2017 au 07/11/2017 dans l'Atlantique-Littoral et l'Ouémé-Plateau ;</li> <li>- Audit de performance de 02 structures (DETFP et EFPEEN) du ministère ;</li> <li>- Audit de deux (02) marchés publics (Recrutement d'une Agence de Maîtrise d'Ouvrage Délégée pour la construction de la DDESTFP de l'Atacora-Donga ;</li> <li>- Travaux de construction du Centre Formation Professionnelle de Bopa ;</li> <li>- Vérification de l'attribution et de la gestion des heures supplémentaires et de vacation dans 36 établissements ;</li> <li>- Vérification de la gestion administrative, financière, comptable et</li> </ul>	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<p>matérielle de 48 établissements de l'ESTFP ;</p> <p>- 3258 tables-bancs acquis au profit des CEG et Lycées du Bénin par les 12 directions départementales ;</p> <p>- 1682 enseignants de l'ESG, 260 enseignants de l'ETFP, 39 établissements de l'ESG et 03 établissements de l'ETFP inspectés ;</p> <p>- Contrôle des niveaux d'exécution des programmes d'étude dans les 156 bassins pédagogiques au plan national et des diligences mises en œuvre au regard du calendrier scolaire ;</p> <p>- Formation initiale d'une durée de 02 ans de 16 élèves inspecteurs de l'ESG et de 04 élèves inspecteurs de l'ETFP ;</p> <p>- Prise des actes de carrière des agents du MESTFP : une mission de remplissage des contrats dans tous les départements, deux (02) missions de signature des contrats de travail administratifs des ACE 2016 à Bohicon, une (01) mission de validation des contrats avec le FUR ;</p>	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<ul style="list-style-type: none"> <li>- 16 230 dossiers traités dont 2 015 des APE et 14 215 des ACE ;</li> <li>- Organisation de la visite médicale des enseignants du MESTFP ;</li> <li>- Paiement des primes à 16 375 enseignants au titre de la rentrée scolaire 2017-2018 ;</li> <li>- Achèvement des travaux de construction d'un parking et d'une clôture à la DEC ;</li> <li>- Le réseau internet est installé au profit de l'unité de gestion du projet ;</li> <li>- Réhabilitation du bâtiment abritant les services de la DDESTFP/COUFFO ;</li> <li>- Réhabilitation de la DDESTFP/MONO.</li> </ul>	
	Enseignement secondaire général	<b>53 485,100</b>	<b>46 283,400</b>	<b>86,50%</b>	<b>66,43%</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exonération des frais d'inscription des élèves filles du 1er cycle de l'ESG ;</li> <li>- Achèvement des travaux de construction de modules de 4 salles de classe équipés en tables et bancs dans les CEG : CEG Agbokpa, CEG Kpatou (Djougou), CEG Dounkassa (Kalalé), CEG Foubéa (Djougou) et de laboratoire au CEG Houin (Lokossa)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le taux brut de Scolarisation 1er cycle est de 58,68% en 2017 sur une cible de 75% contre 74% en 2016 ;</li> <li>- Le taux brut de Scolarisation 2ème cycle est de 29,68% en 2017 sur une cible de 42% contre 41% en 2016 ;</li> <li>- L'indice de parité fille/garçon au 1er cycle de</li> </ul>

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réceptions provisoires de 600ml de mur de clôture au CEG 2 Ouidah (300ml) et CEG Athiémé Centre (300ml) ;</li> <li>- 1000 tables et bancs au profit de 10 CEG (Djakotomey : 100 ; Verdure : 100, BADAGUI : 100; CEG 1 Kilbibo : 100, Long Agonmey : 100, Athiémé centre : 100, Atchanou : 100, Come 1 : 100, Come 2 : 100, CEG 3 Ouidah : 100) ;</li> <li>- Acquisition de matériels et produits de laboratoire au profit de 21 CEG ;</li> <li>- Achat de fournitures et de vivres au profit des établissements d'ESG à internat ;</li> <li>- Sélection de 21 établissements d'ESG dans les départements du Borgou et de l'Alibori pour bénéficier de 35 modules de 4 salles de classe et 70 blocs de latrines pour la phase 1 du Projet Soutien à l'enseignement secondaire avec élaboration des dossiers d'appel d'offres ;</li> <li>- Construction en cours de 62 modules de 04 salles de classe dont 08 dans la</li> </ul>	<p>l'ESG est de 0,83 en 2017 pour une cible de 0,9 contre 0,87 en 2016 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le taux brut de scolarisation a diminué de 58,53% à 47,6% entre 2016 et 2017 ;</li> <li>- Le taux de réussite aux examens de BEPC est porté à 50,6% en 2017 contre 16% en 2016 ;</li> <li>- Le taux de réussite aux examens de BEPC est porté à 41,8% en 2017 contre 30,14% en 2016.</li> </ul>

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<p>Donga, 27 dans l'Atacora, 25 dans l'Atlantique et 02 dans le Littoral ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Acquisition d'un véhicule pick-up pour le suivi d'exécution des travaux ;</li> <li>- Elaboration du projet de document du Réseau d'Encadrement et d'Animation Pédagogique (REAP) ;</li> <li>- Acquisition de 12 véhicules pick-up au profit des Inspections Pédagogiques Déléguées (IPD) des 12 départements du Bénin ;</li> <li>- Etat des lieux de la vie scolaire dans les collèges au Bénin : élaboration du document-cadre d'implémentation de la vie scolaire ;</li> <li>- Sensibilisation sur les opportunités de la série C des apprenants du 1er cycle de 38 établissements de l'ESG retenus sur le territoire national en décembre 2017</li> <li>- Organisation de la phase nationale des Olympiades de Mathématiques : préparation et renforcement de 18 meilleurs élèves des classes de 1ère et Tle C qui doivent y participer ;</li> </ul>	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<ul style="list-style-type: none"> <li>- Installation d'un conseil d'orientation des apprenants dans 26 établissements de l'ESG ;</li> <li>- Acquisition des manuels scolaires au profit des établissements : Tests de lecture (Tome 1 et 2) ; Lecture-Ecriture et l'Anglais pour tous LECTURE (Tome 1 et 2) ; Mon manuel d'apprentissage de SPCT et de SVT ;</li> <li>- Mission de contrôle du respect des normes réglementaires dans 144 établissements privés ;</li> <li>- Sensibilisation des points focaux des chefs d'établissements publics et privés de l'ESG sur les dispositions de l'arrêté n° 154 du 30/03/2016 portant sanctions à infliger aux auteurs de violences sexuelles dans les établissements publics et privés d'ESGTFP ;</li> <li>- Organisation effective du BEPC 2017 avec un taux de réussite nationale de 50,56% ;</li> <li>- Distribution des kits aux élèves filles vulnérables lauréates du CEP 2017 avec l'appui de l'UNICEF ;</li> </ul>	



Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1596 filles vulnérables des communes de Sô-Ava, Aguégoués, Zakpota, Nikki, Kalalé, Sègbana, Gogounou, Karimama et Malanville ont reçus des kits de fournitures scolaires et l'appui psychosocial de l'UNICEF ;</li> <li>- Construction de 16 modules de 08 cabines de latrines dans les établissements de l'ESG dans les communes de Nikki, Kalalé et Gogounou.</li> </ul>	
	Enseignement technique et formation professionnelle	<b>17 178,500</b>	<b>11 630,100</b>	<b>67,70%</b>	-	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prise en charge des frais de scolarité 593 filles de la filière STI au titre de l'année scolaire 2016-2017 ;</li> <li>- Réception technique de l'achèvement de la construction d'un mur de clôture de 250 mètres linéaires doté de guérite à la façade principale au LTA de Savalou ;</li> <li>- Travaux de construction d'une locale chaudière, d'un abri gaz et les travaux confortatifs au niveau de l'incubateur du LAMS ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le nombre d'apprenants de l'EFTP pour 100 élèves de l'ESG est 3,6 en 2017 sur une cible de 2,5 contre 2 en 2016 ;</li> <li>- La proportion des filles à l'Enseignement Technique est passée de 27% à 26,8% entre 2016 et 2017 ;</li> <li>- Le taux moyen de succès aux examens du 1er cycle de l'ET est passé de 59% en 2015 à 65,6% en 2017 ;</li> <li>- Le taux de croissance annuelle des effectifs</li> </ul>

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<ul style="list-style-type: none"> <li>- Achèvement de la construction d'une cuisine traditionnelle au LT/EFS d'Akassato ;</li> <li>- Travaux de construction d'un bloc administratif au Centre de Formation Professionnelle de Bopa : élévation des murs au rez-de-chaussée ;</li> <li>- Réalisation d'une ingénierie de formation dans le cadre de la formation continue technique de 500 patrons d'apprentis ;</li> <li>- Formation continue des patrons d'apprentis dans 4 métiers : froid &amp; climatisation, menuiserie, maçonnerie, plomberie ;</li> <li>- Formation de 150 jeunes maçons en trois modules ;</li> <li>- Stage de seize (16) apprenants de la spécialité F4 (Génie civil), de quatre (04) lycées techniques (LT Djougou, LT Natitingou, LT Lokossa et LT Coulibaly) sur des chantiers ouverts à Djougou et à Pobè ;</li> <li>- Formation de soixante-dix (70) enseignants de comptabilité sur les</li> </ul>	d'apprenants a baissé de 0,85% en 2016 à -1,3% en 2017.

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<p>nouvelles dispositions du plan SYSCOHADA ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Récompense de douze (12) meilleurs stands des différentes filières à l'issue du salon de l'ETFP ;</li> <li>- Récompense de trente-quatre (34) apprenants à l'issue de l'épreuve écrite et pratique lors de l'Olympiade de la filière industrielle ;</li> <li>- Achat de vivres, de fournitures de bureaux et autres pour le fonctionnement des établissements d'ETFP au titre de 2017 ;</li> <li>- Organisation des examens, concours et tests de l'ETFP sur toute l'étendue de territoire nationale à l'exception de l'examen du CQP, reporté en Avril 2018 ;</li> <li>- Participation de 216 apprenants à la phase finale du championnat scolaire de l'ETFP ;</li> <li>- Paiement des bourses à 3926 élèves de l'EFMS, des LTI et LTA au titre de l'année scolaire 2016-2017 ;</li> </ul>	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibilisation Les élèves de 26 lycées techniques de tous les départements sur "les causes, les manifestations et les conséquences des grossesses non désirées et précoces en milieu scolaire"</li> <li>- Mise en fonctionnalité de pairs éducateurs de préventions des grandes pandémies, de grossesses non désirées ou précoce.</li> </ul>	
	Alphabétisation et formation des adultes	<b>850,400</b>	<b>226,100</b>	<b>26,60%</b>	<b>43,33%.</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en œuvre de la stratégie du faire-faire en alphabétisation basée sur l'expérimentation des nouveaux matériels didactiques : sélection de 6 Opérateurs Privés en Alphabétisation (OPA) pour impression des matériels didactiques (manuels de l'apprenant en langues yoruba, fon et adja), formation de 47 Coordonnateurs Communaux en Alphabétisation (CCA) et de 178 facilitateurs ;</li> <li>- Réalisation d'une étude de référence sur la formulation d'offres spécifiques en alphabétisation ;</li> </ul>	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<ul style="list-style-type: none"> <li>- Vulgarisation du document de Politique Nationale de l'Alphabétisation et de l'Education des Adultes (PNAEA) ;</li> <li>- Opérationnalisation de l'application de gestion des campagnes d'alphabétisation ;</li> <li>- Elaboration et édition des outils standardisés de gestion administrative et pédagogique des centres d'alphabétisation ;</li> <li>- Mise en œuvre de la RAAMA ;</li> <li>- Réalisation de l'état des lieux du processus d'introduction des langues nationales dans le système éducatif formel au Bénin ;</li> <li>- Relecture et finalisation du document de Politique linguistique, l'élaboration du document de plan d'action 2018-2020 de la PNAEA ;</li> <li>- Elaboration du guide de l'évaluateur des apprentissages en AEA ;</li> <li>- Introduction des langues nationales dans le système éducatif formel.</li> </ul>	
<b>Total MESTFP</b>		<b>78 754,443</b>	<b>64 633,600</b>	<b>82,10%</b>	<b>65,89%</b>		

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS)	Pilotage et soutien aux services du MESRS	3 007,232	2 501,716	83,19%	80,43%	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Redéploiement de l'intranet et refonte du site web du Ministère</li> <li>- Extension du réseau local du MESRS</li> <li>- Elaboration et vulgarisation des outils de gestion des archives du MESRS ;</li> <li>- Organisation et déroulement des soutenances des rapports de stage du BTS 2016 ;</li> <li>- Organisation des examens du BTS 2017 ;</li> <li>- Délivrance des relevés, attestations et diplômes ;</li> <li>- Organisation des concours d'entrée dans les Ecoles et Instituts du Supérieur ;</li> <li>- Réalisation du levé topographique du domaine de l'Institut National des classes Préparatoires aux Etudes d'Ingénieur sis à Kpakpassa, commune de Savalou.</li> <li>- Organisation des revues trimestrielles de mise en œuvre du PTBA.</li> </ul>	- 100% des responsables de structures évalués sur la base des lettres de mission reçues ; - Le Nombre de cellules d'assurance qualité agréées est de 10 tout comme en 2016 pour une cible 29.
	Enseignement supérieur	37 185,281	31 986,779	86,02%	87,42%	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Encadrement des mémoires, thèses, points de thèses et organisation des soutenances ;</li> </ul>	- La proportion d'enseignants de rang A (professeurs titulaires et maîtres de

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation des stages en zones des étudiants et des sorties pédagogiques ;</li> <li>- Appui aux enseignants chercheurs ;</li> <li>- Promotion des enseignants chercheurs et des chercheurs sur la liste d'aptitude au CAMES ;</li> <li>- Appui à la recherche ;</li> <li>- Equipement des amphithéâtres, des laboratoires, des centres de documentation, des salles de conférence, des bureaux ;</li> <li>- Elaboration et validation des curricula de formation des différentes écoles jusqu'à la description des fiches d'enseignement ;</li> <li>- Organisation des stages en milieu professionnel et au sein des structures de recherche ;</li> <li>- Organisation des travaux pratiques en appui aux cours théoriques ;</li> <li>- Organisation des sorties pédagogiques en appui à la formation ;</li> <li>- Finalisation de la construction d'un bloc administratif de type R +1 extensible en R+2 ;</li> </ul>	<p>conférences) passe de 23% en 2016 à 30,4% en 2017 mais en dessous de la cible de 32% ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le ratio étudiants/enseignants reste constant et égal à 80 ;</li> <li>- L'indice de parité sexe des étudiants s'est amélioré de 0,34 en 2016 à 0,36 en 2017 (écart positif de 0,02 par rapport à la cible de 2017) ;</li> <li>- La proportion d'étudiantes aux études doctorales est de 0.9% en 2017 sur un objectif de 2% contre 1,51% en 2016.</li> </ul>

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction d'un immeuble de type R+1 devant servir de bloc pédagogique (le bloc théléton 1ère édition) ;</li> <li>- Réhabilitation de certains amphis et salles de cours ;</li> <li>- Renforcement de la sécurité au sein de l'UP ;</li> <li>- Création de deux (02) écoles de l'UNA à PORTO-NOVO pour la rentrée académique 2017-2018 ;</li> <li>- Travaux d'entretien des installations électriques et renforcement énergétique ;</li> <li>- Travaux de construction/réhabilitation des infrastructures administratives et pédagogiques dans les centres universitaires.</li> </ul>	
	Recherche scientifique et innovation technologique	<b>18 217,535</b>	<b>11 992,603</b>	<b>65,83 %</b>	<b>63,04%</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Financement de 15 projets de recherche-développement ;</li> <li>- Appui à la formulation d'aliments locaux pour la promotion de l'aquaculture à moindre coût au Bénin ;</li> <li>- Valorisation des phyto-médicaments pour le traitement des candidoses, des</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 3 résultats de recherche sont valorisés en 2017 sur une cible de 3 contre 2 en 2016 ;</li> <li>- Pour une cible de 6, le nombre de projets de recherche financés par le FNRSIT est de 16 en 2017 contre 4 en 2016 ;</li> </ul>



Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<ul style="list-style-type: none"> <li>ulcères gastriques et duodénaux ; les affections liées au foie et les hépatites ;</li> <li>- Appui à la fabrication et à la valorisation des machines agroalimentaires et agricoles ;</li> <li>- Valorisation du système d'automatisation et du contrôle de l'irrigation au Bénin (IRRI-MAC) ;</li> <li>- Promotion et développement des nouvelles techniques d'élevages pour la spéculatation pintade au Bénin ;</li> <li>- Valorisation et promotion des foyers « KPAKPAKPA ENERGIE » et des sacs artisanaux ;</li> <li>- Elaboration du document de politique nationale et du plan stratégique de la recherche scientifique et l'innovation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le nombre d'articles publiés dans des revues internationales passe de 400 en 2016 à 483 en 2017 pour une cible de 420 ;</li> <li>- Le nombre de PME et PMI appuyés par l'ABeVRIT est de 4 en 2017 contre 2 en 2016 ;</li> <li>- Le nombre de demande de brevets appuyés par l'ABeVRIT est de 4 en 2017 contre 2 en 2016.</li> </ul>
	Vie de l'étudiant	15 804,573	13 816,496	96,10%	92,72%	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Payement des bourses d'enseignement universitaire en Afrique ;</li> <li>- Payement des bourses d'enseignement universitaire hors Afrique ;</li> <li>- Payement des bourses d'excellence à l'étranger ;</li> </ul>	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<ul style="list-style-type: none"> <li>- Achat de vivres pour la restauration des étudiants ;</li> <li>- Travaux de réfection des résidences et des restaurants universitaires ;</li> <li>- Achat de vivres pour la restauration des étudiants du COUS-AC et du Centre de Savalou ;</li> <li>- Achat des ustensiles de cuisines pour le Centre de Savalou et pour les restaurants du COUS-AC ;</li> <li>- Maintenance de six (06) chambres froide des restaurants du COUS-AC ;</li> <li>- Gestion du transport des étudiants ;</li> <li>- Listes traitées et payées : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2014-2015: 33 boursiers et 13 secourus ;</li> <li>• 2015-2016: 589 boursiers et 425 secourus</li> </ul> </li> <li>- Mise en Paiement de Frais de Stage, de Mémoire et de Thèse de 7696 étudiants ;</li> <li>- Traitement en cours des dossiers de 906 étudiants de frais de stage, et de mémoire.</li> </ul>	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
Total MESRS		74 214,621	63 904,299	86,11%	86,17%	Sur les vingt-neuf (29) indicateurs inscrits dans le DPPD, neuf (09) ont pu être renseignés au terme de la collecte des données. Les mesures appropriées seront prises au cours des années à venir pour pallier cette situation et collecter des données suffisantes sur l'ensemble des indicateurs.	
Affaires économiques							
Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP)	Pilotage et soutiens aux services du MAEP	49 268,902	32 372,307	65,71%	-	- Elaboration et la validation des Programmes Nationaux de Développement des Filières ananas, anacarde, riz et cultures maraichères ; - Renforcement des capacités des acteurs des CVA des filières riz, soja, anacarde et karité sur l'approche VL 2.0, l'agriculture contractuelle et la formulation de plans d'action pour la mise à niveau de leurs CVA pour tous les groupes d'acteurs (intrans, production /ramasseuses, commerçants, industriels de transformation, et exportateurs) ; - Mise en place d'un pool de formateurs certifiés (18 formateurs dont 05 femmes) sur les approches CVA (Value links, Farmer Business School,	- Le nombre de contrats d'affaires entre les familles est passé de 80 en 2016 à 400 en 2017 ; - La création de l'interprofession de la filière riz qui porte à quatre (04) le nombre de filières structurées en production végétale (coton, anacarde, ananas et riz) ;

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<p>Agriculture contractuelle) ; ce pool est doté d'une charte de fonctionnement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Plusieurs sessions de renforcement de capacités sur les itinéraires techniques de production, la transformation, la vente groupée sur la gestion, le leadership, la gouvernance pour les filières riz, anacarde, karité et soja ;</li> <li>- Accompagnement de la naissance de l'interprofession riz ;</li> <li>- Promotion des activités de transformation notamment l'étuvage du riz, la transformation de la pomme d'anacarde et de l'ananas en jus avec la mise en place de nouvelles unités de transformations ;</li> <li>- Animation des (deuxièmes) sessions de dialogue public-privé autour des CVA riz, anacarde, karité et soja ;</li> <li>- Amorce du processus de mise en place des plateformes au niveau communal, départemental/régional.</li> </ul>	
	Agriculture	<b>49 337,780</b>	<b>21 664,268</b>	<b>43,91%</b>	-	- Aménagements hydro agricoles ;	- La contribution du sous-secteur élevage au PIB

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place à temps des produits phytosanitaires de qualité contre les parasites de coton ;</li> <li>- Mise en place de 1513,200 tonnes de semence certifiées de maïs et 1577,12 tonnes de riz.</li> </ul>	<p>Agricole est passée de 16,87% en 2016 à 17,48% en 2017 ;</p> <p>- Les recettes d'exportations sont passées de 16.419.762 FCFA en 2016 à 13.270.088.938 FCFA en 2017 ;</p> <p>- Le taux des exploitations agricoles ayant adopté au moins une pratique de gestion durable des terres est de 0,67% en 2016 et 0,73% en 2017 (uniquement sur la base des réalisations du ProSol) ;</p>
	Elevage	<b>4 944, 049</b>	<b>3 912,200</b>	<b>79,13%</b>	<b>74,00%</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réalisations des analyses microbiologiques de cent-quinze (115) prélèvements d'animaux ;</li> <li>- Sensibilisations des éleveurs de porcs sur les comportements ;</li> <li>- Réalisations de campagne de vaccination contre la pasteurellose bovine dans plusieurs départements avec l'implication des vétérinaires mandatés ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le taux de conformité aux normes des produits animaux et dérivés est de 55% ;</li> <li>- Le taux de couverture moyen des besoins en tous produits animaux est de 51,56% pour une cible de 34% ;</li> <li>- Le taux de couverture des besoins de la population en</li> </ul>

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<ul style="list-style-type: none"> <li>- Achèvement de certaines infrastructures communautaires comme : 9 magasins de stockage d'aliments de bétail, réhabilitation de 154 km de pistes rurales sur 162 km, 05 retenues d'eau sur 08 retenues et réalisation du linéaire de couloir de transhumance (138,09 km sur une prévision de 200 km) ;</li> <li>- Sensibilisation des acteurs au plan national et sous régional sur le respect des couloirs de passage ;</li> <li>- Mise en place de quatre (4) postes de contrôle frontaliers vétérinaires ;</li> <li>- Aménagement des points d'eau, des aires de repos et de pâturage ;</li> <li>- Formation des acteurs communaux dans la gestion de conflits ;</li> <li>- Construction de marchés à bétail à Tchaourou, Banikoara, Péhunco, Kandi, Savè et Abomey-Calavi ;</li> <li>- Construction de 4 mini laiteries, réhabilitation d'une mini laiterie et construction de 40 points de collecte de lait ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>œufs de table qui est passé de 70,72% en 2016 à 71,40% en 2017 ;</li> <li>- Le taux d'accroissement de la production du Lait est de 4,47% en 2017 contre 2,62% en 2016 ;</li> <li>- Le taux d'accroissement de la production de viande est de 2,7% en 2017 contre 2,67% en 2016.</li> </ul>

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						- Mise en place de kits de semences et des paillettes pour l'insémination artificielle dans certaines communes d'intervention du PAFILAV.	
	Pêche et aquaculture	2 271,865	632,136	27,82%	-	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Importations d'intrants halieutiques (Nourritures pour poissons : 980 448 kg pour une valeur financière de 687 167 002 FCFA et Aquarium équipements de piscicultures : 5522 kg pour une valeur financière de 3 267 560 FCFA) ;</li> <li>- Mise en place d'infrastructures structurantes ;</li> <li>- Formation des pisciculteurs clés ;</li> <li>- Mise en place des intrants piscicoles ;</li> <li>- Installation de quelques fermes modernes avec des forages munis de pompe immerisible et de kit d'alimentation en énergie solaire convenable (cas des Groupements des femmes piscicultrices ordinaires de Kétou) et des sites pilotes (4) de pisciculture en cage flottante et en enclos, accompagnés de 4 pirogues pour le nourrissage des poissons.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La croissance (du PIB) du sous-secteur pêche et aquaculture serait 2,39% entre 2016 et 2017 ;</li> <li>- Les valeurs d'exportation intra africaines des produits halieutiques sont passées de 33 378 945 à 37 720 000 entre 2016 et 2017 ;</li> <li>- Les recettes d'exportation sont passées de 81 735 522 FCFA en 2016 à 56 960 019 FCFA en 2017 ;</li> <li>- Le taux de couverture des besoins alimentaires en produits halieutiques par les productions nationales est de 33,31% pour une disponibilité de 4,89 Kg/an/personne de produits halieutiques contre 38,49% pour une disponibilité</li> </ul>

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaboration de la note conceptuelle sur l'assainissement des plans d'eau du sud Bénin suivi de la mise en place d'un comité de suivi de la mise en œuvre de son plan d'opérationnalisation ;</li> <li>- Recensement et cartographie des engins et pratiques de pêche ;</li> <li>- Enlèvement des pêcheries et engins prohibés sur le lac Nokoué ;</li> <li>- Diffusion des informations aux pêcheurs de tous les campements de pêche le long de la côte par messageries SMS grâce au dispositif d'alerte précoce basée sur le traitement des données satellitaires sur les conditions météorologiques en mer mise en place à la Direction de la Production Halieutique grâce à l'appui de l'Union Européenne et de l'Union Africaine ;</li> <li>- Mis en place d'un dispositif de suivi des paramètres physico-chimiques et des indicateurs bioécologiques ;</li> </ul>	<p>de 5,09 Kg/an/personne de produits halieutiques en 2016 ;</p> <p>- Le taux d'accroissement des productions brutes des principales filières halieutiques (Poissons et crevettes) est passé à 15,09% contre 6,3% en 2016 ;</p>
<b>Total MAEP</b>		<b>105 822,596</b>	<b>58 581</b>	<b>55,36%</b>	<b>-</b>		



Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (MICA)	Pilotage et soutiens aux services du MICA	1 958,000	955,831	48,82%	70,15%	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réalisation de trois (03) missions de vérification et de contrôle ;</li> <li>- Validation de douze (12) Procès-Verbaux d'attribution de marchés publics ;</li> <li>- Appui à la mise en œuvre de la comptabilité matière par les gestionnaires ;</li> <li>- Confection de tenues et achat de chaussures pour les CVA et agents de liaison ;</li> <li>- Acquisition d'équipements au profit de la Cellule de suivi-évaluation ;</li> <li>- Organisation d'une tournée de suivi-évaluation des projets et programmes.</li> <li>- Etude sur l'établissement des valeurs de référence des indicateurs des secteurs ;</li> <li>- Evaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du Plan Stratégique de Développement du Secteur Privé 2014-2020 ;</li> <li>- Organisation de la tenue d'une session du comité sectoriel de Dialogue Social au titre de 2017 ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le nombre d'agents formés en 2017 est de 0 pour une valeur cible de 300 ;</li> <li>- Le nombre de tournées de suivi réalisées en 2017 est de 01 pour une valeur cible de 02 ;</li> <li>- Le nombre de bâtiments administratifs construits en 2017 est de 0 pour une valeur cible de 11.</li> </ul>

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						- Achèvement des travaux de construction des bureaux devant abriter la Direction Départementale de l'Industrie et du Commerce Zou/Colline.	
	Industrie	1 119,100	931,437	83,23%	44,68%	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réalisation des travaux d'aménagement et de rechargement de la voie sur le site de la ZGD de Sèmè-Podji ;</li> <li>- Réhabilitation des bureaux du Coordonnateur et du DGDI ;</li> <li>- Appui du PVZFSI à la réhabilitation d'un magasin du MICA ;</li> <li>- Etude de deux (02) dossiers de demande d'agrément à la Taxe Préférentielle Communautaire (TPC) de l'UEMOA avec un (01) avis favorable ;</li> <li>- Réalisation de missions de contrôle de deux cent six (206) entreprises industrielles.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le nombre d'entreprises industrielles contrôlées respectant la réglementation en matière de l'industrie en 2017 est de 206 pour une valeur cible de 120 ;</li> <li>- Le nombre de sites industriels viabilisés en 2017 est de 03 pour une valeur cible de 04 ;</li> <li>- Le nombre d'entreprises industrielles installées sur les sites viabilisés en 2017 est de 04 pour une valeur cible de 10.</li> </ul>
	Commerce	219, 700	73, 879	33,63%	61,15%	- Mission de contrôle de la mise en consommation des produits alimentaires sur les marchés dans les douze (12) départements ;	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<ul style="list-style-type: none"> <li>- Délivrance de 222 Cartes Professionnelles de Commerçants (CPC) pour personne physique, 96 CPC pour personne morale, 73 CPC pour revendeuse de tissus, 1386 cartes d'importateur (CI), 336 attestations tenant lieu de carte d'importateur (ATLCI) et 75 autorisation de vente promotionnelle délivrées dans divers secteurs d'activités.</li> <li>- Organisation de la cinquième (5ème) réunion de coordination ministérielle des quatre pays co-auteurs de l'initiative sectorielle en faveur du coton (C-4) ;</li> <li>- Formulation de la position nationale à intégrer aux travaux en cours dans le cadre de la création de la Zone de Libre Echange Continentale (ZLEC) ;</li> <li>- Séance de sensibilisation des opérateurs économiques sur la réglementation et les opportunités commerciales communautaires et internationales (CEDEAO, UEMOA, ACP, UE, APE, AFE, OMC).</li> </ul>	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
	Artisanat	961,700	658,612	68,48%	45,01%	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Audit des comptes de gestion 2016 de la DAOP ;</li> <li>- Révision de la nomenclature des métiers artisanaux selon les normes CITP-2008 ;</li> <li>- Vulgarisation de la nouvelle nomenclature à travers les médias et les ateliers communaux d'information.</li> <li>- Recrutement d'un cabinet pour le montage d'un dossier de recherche de financement auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD) au profit du programme " farine composée" pour la panification et la pâtisserie au Bénin ;</li> <li>- Réalisation des stands en matériaux métalliques non consommables et confection des cantines métalliques et armoires sécurisées au profit des artisans sinistrés du village artisanal du musée d'Abomey ;</li> <li>- Organisation de l'atelier sur l'état des lieux de l'utilisation de la farine locale panifiable dans la boulangerie et la pâtisserie ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le nombre de textes adoptés réglementant l'artisanat en 2017 est de 01 pour une valeur cible de 3 ;</li> <li>- Le nombre d'entreprises artisanales ayant bénéficié d'un financement (participation aux foires) viabilisés en 2017 est de 66 pour une valeur cible de 100 ;</li> <li>- Le nombre d'infrastructures construites en 2017 est de 0 pour une valeur cible de 08 ;</li> <li>- Le nombre d'entreprises artisanales appuyées est de 100 pour une valeur cible de 250.</li> </ul>

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaboration des comptes annuels (compte administratifs, rapport d'activité et reddition de compte de gestion du FNPA et des états financiers 2016) ;</li> <li>- Achat de kits complets de mécatronique, de four, de pétrin, d'équipements de transformation de farine panifiable.</li> </ul>	
	Appui au secteur privé	<b>7 096,900</b>	<b>4 841,600</b>	<b>68,20%</b>	<b>56,41%</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Audit de surveillance de l'accréditation du LEMA ;</li> <li>- Achèvement de la construction du bloc de laboratoire de l'ANM ;</li> <li>- Acquisition de matériels et mobiliers de bureau (équipement des nouveaux bureaux et renouvellement des anciens équipements) ;</li> <li>- Vérification de huit cent vingt-deux (822) instruments de mesure volumétrique et de vingt-huit mille quatre-vingt-trois (28083) compteurs d'énergie électrique ;</li> <li>- Formation des acteurs du développement aux droits de la Propriété Industrielle ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le nombre d'entreprises mises à niveau en 2017 est de 04 pour une valeur cible de 20 ;</li> <li>- Le nombre d'entreprises accompagnées dans la démarche qualité en 2017 est de 59 pour une valeur cible de 45 ;</li> <li>- Le nombre de centres techniques mis en place et fonctionnels en 2017 est de 0 pour une valeur cible de 2 ;</li> <li>- Le nombre d'entreprises accompagnées en 2017 est de</li> </ul>

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation d'un salon national de l'invention et de l'innovation au profit des inventeurs et chercheurs des instituts et centres de recherche, détenteurs de titres de propriété délivrés par l'OAPI à Cotonou ;</li> <li>- Recrutement de quatre (4) bureaux d'études ou cabinets pour suivre la mise en œuvre et évaluer les impacts des sept plans de restructuration et de mise à niveau des entreprises validés par le CPN ;</li> <li>- Organisation d'une session de formation au profit de vingt (20) femmes Chefs d'entreprise ;</li> <li>- Elaboration du Projet de Développement Intégré du Tourisme Durable au Benin ;</li> <li>- Réalisation de l'étude sur l'évaluation des besoins en informations et appui juridique nécessaire pour la dynamisation des MPME ;</li> <li>- Sensibilisation et suivi des campagnes de commercialisation des produits tropicaux (noix de cajou et amandes de</li> </ul>	<p>15 pour une valeur cible de 10 ;</p> <p>- Le nombre d'entreprises ciblées accompagnées en 2017 est de 30 pour une valeur cible de 40 ;</p> <p>- Le nombre de contrats signés en 2017 est de 02 pour une valeur cible de 03.</p>

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						karité) dans le département du Borgou ; - Campagne de sensibilisation, d'information et d'éducation des commerçants au respect des textes législatifs et réglementaires en matière industrielle, commerciale et artisanale dans le département du Zou : trois mille (3000) commerçants sensibilisés.	
<b>Total MICA</b>		<b>11 355,400</b>	<b>7 461,400</b>	<b>65,7%</b>	<b>53,65%</b>		
<b>Protection de l'environnement/Logement et équipement collectif</b>							
Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD)	Pilotage et soutiens aux services du MCVDD	<b>6 711,300</b>	<b>5 572,300</b>	<b>83%</b>	<b>76,27%</b>	- Contrôle des caisses des structures sous-tutelle du MCVDD (agences et offices) et rapport disponible ; - Audit de la procédure de financement des projets par le FNEC ; - Audit et contrôle de gestion et de performance du PAGAP et du PAGEFCOM au titre des années 2015,2016 et 2017 ; - Contrôle de l'exécution des contrats d'entretien et de maintenance au titre du mois d'Août 2017 ;	- Le taux de régularisation des Ordres de Paiement est de 100% en 2017 tout comme en 2016 ; - Le nombre de rapports de missions de contrôle élaborés et disponibles en 2017 est de 1 pour une valeur cible de 12 contre 9 ; - Le nombre de documents de suivi et d'évaluation élaborés en 2017 est de 5

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<ul style="list-style-type: none"> <li>- Validation du projet de rapport de performance et transmission à l'IGM ;</li> <li>- Organisation de la mission d'assistance technique aux DDCVDD pour la maintenance du parc informatique et rapport disponible ;</li> <li>- Mission de suivi et de contrôle des projets du secteur du cadre de vie et du développement durable dans les départements de l'Atlantique et du Littoral ;</li> <li>- Mission de sensibilisation sur la nécessité d'entretenir les ouvrages d'assainissement construits dans les communes en cours ;</li> <li>- Diverses acquisitions et prestations au profit de la DDCVDD AD (fournitures, TV, gardiennage...) ;</li> <li>- Appui effectif à la Vulgarisation dans les communes de Gogounou, Kandi, Kalalé et Nikki des textes en vigueur dans les domaines du cadre de vie et du développement durable ;</li> </ul>	<p>pour une valeur cible de 18 contre 16 en 2016 ;</p> <p>- Le nombre d'outils de programmation et de planification élaborés en 2017 est de 4 pour une valeur cible de 8 contre 17 en 2016.</p>



Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						- Organisation d'une tournée de suivi du plan de gestion environnemental et social dans l'Ouémé et le Plateau.	
	Gestion de l'environnement et des changements climatiques	21 968,900	15 334,200	69,80%	73,33%	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appui en matériels de travail à neuf (09) groupements d'intérêt économique pour la fabrication de sacs alternatifs aux sachets non biodégradables ainsi que les ONG qui sensibilisent sur les impacts des sachets non biodégradables ;</li> <li>- Organisation d'un séminaire parlementaire sur la proposition de loi portant interdiction de la production, de l'importation, de l'exportation, de la commercialisation, de la détention, de la distribution et de l'utilisation des sachets plastiques en République du Bénin ;</li> <li>- Commande de capteurs solaires pour la collecte de données sur les polluants atmosphériques ;</li> <li>- Actualisation des textes réglementaires sur les procédures de destruction de produits avariés, de déversements accidentels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le nombre de textes réglementaires et législatifs sur l'environnement, signés, actualisés, vulgarisés et suivis en 2017 est de 3 pour une valeur cible de 8 contre 2 en 2016 ;</li> <li>- Le nombre de plans, documents de politique ou stratégies élaborés en 2017 est de 2 pour une valeur cible de 6 contre 0 en 2016 ;</li> <li>- Le nombre de frigoristes formés sur les nouvelles technologies en matière de froid et climatisation en 2017 est de 30 pour une valeur cible de 20 contre 17 en 2016 ;</li> <li>- Le nombre de véhicules deux roues contrôlés en 2017 est de 0 pour une valeur cible</li> </ul>

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<p>d'hydrocarbures dans la nature (Deux avant projets d'arrêté sur les déchets industriels et transport des produits dangereux sont élaboré et disponibles) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Acquisition et installation d'un groupe électrogène de 80 KVA au siège du PIRA ;</li> <li>- Deux missions effectuées sur le transfert de technologie propre à Bonn, deux sur le renforcement de capacité à Dakar et Addis Abeba et une formation à Bamako sur l'adaptation et la résilience ;</li> <li>- Exécution des travaux d'évaluation des propriétés situées dans les emprises du projet et validation du rapport ;</li> <li>- Acquisition et installation de bacs à ordures le long des plages.</li> </ul>	<p>de 4000 contre 1061 en 2016 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le nombre de véhicules quatre roues et plus contrôlés en 2017 est de 2500 pour une valeur cible de 3000 contre 801 en 2016 ;</li> <li>- Le Linéaire de côte protégé en 2017 est de 1500km pour une valeur cible de 16km contre 9km en 2016 ;</li> <li>- Le montant de ressources écotaxes mobilisé en 2017 est de 700 millions de FCFA pour une valeur cible de 1 400 millions de FCFA contre 604,003 millions de FCFA en 2016 ;</li> <li>- La proportion de la population sensibilisée à l'utilisation des sachets plastiques est de 800 pour une valeur cible de 25 contre 0 en 2016.</li> </ul>

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
	Gestion durable des forêts et des ressources naturelles	10 805,100	8 374	77,50%	77,81%	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appui à la participation de 2 pelletons du personnel forestier au défilé civil et militaire du 1er août 2017 ;</li> <li>- Acquisition de 13 véhicules au profit du personnel forestier ;</li> <li>- Suivi de la campagne nationale de reboisement 2017 ;</li> <li>- Vulgarisation des bonnes pratiques du PIFSAP au niveau des communes d'intervention du PAPDFGC ;</li> <li>- Réalisation d'infrastructures socio-communautaires au profit des populations riveraines aux forêts galeries ;</li> <li>- Poursuite des travaux de réalisation des cartes topographiques au 1/50.000 et 1/200.000 pour l'ensemble du territoire national ;</li> <li>- Acquisition de 84 motos et de 8 véhicules au profit du personnel forestier ;</li> <li>- Reboisement de 255km de plantations linéaires des espaces publics libérés dans les grandes villes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le pourcentage des écosystèmes du domaine forestier classé, gérés conformément aux plans d'aménagement est de 46,86% en 2017 contre 40% en 2016 ;</li> <li>- La proportion de terre du domaine protégé mise sous gestion intégrée est de 7% en 2017 contre 5% en 2016 ;</li> <li>- Les superficies de nouvelles forêts ou plantations installées sont portées à 897,5ha en 2017 contre 605ha en 2016 ;</li> <li>- Les superficies de forêts classées dégradées restaurées sont passées de 43ha à 107ha entre 2016 et 2017.</li> </ul>

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
	Gestion des territoires	73 098	45 665,400	62,50%	65,06%	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appui aux communes dans la mobilisation de l'opinion et les comportements éco-citoyens ;</li> <li>- Réalisation des Etudes d'Impact Environnemental et Social en vue de l'obtention du Certificat de Conformité Environnemental relatif au projet de pavage de rues et d'assainissement dans les villes d'Allada, Covè, Banikoara et 9 autres villes ;</li> <li>- Réalisation des études techniques pour les travaux d'aménagement paysager du boulevard lagunaire de Porto-Novo ;</li> <li>- Poursuite de la réalisation des travaux relatifs au projet de pavage de rues et d'assainissement dans la ville de Savalou et des travaux de construction d'un collecteur d'assainissement de crête à Bohicon ;</li> <li>- Construction des infrastructures socio-communautaires au marché Niman à Parakou ;</li> <li>- Achèvement et réception des travaux de construction des infrastructures</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le linéaire de caniveaux construits est de 38,50km en 2017 sur une cible de 152,02km contre 53,44km en 2016 ;</li> <li>- Le linéaire de collecteurs construits est de 8,35km en 2017 sur une cible de 5,9km contre 9,5km en 2016 ;</li> <li>- Le linéaire de voies aménagées (pavées) est de 19,15km en 2017 sur une cible de 73,98km contre 13km en 2016 ;</li> <li>- Le nombre de points de regroupements construits ou réhabilités est de 25 en 2017 sur une cible de 10 contre 31 en 2016 ;</li> <li>- Le nombre de centres de transfert de déchets solides ménagers construits est de 3 en 2017 pour une cible de 2 contre 1 en 2016 ;</li> </ul>

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						socio-communautaires à l'EPP Lomnava à Comè ; - Tenue de l'atelier de formation des cadres communaux aux recours à l'emprunt et aux procédures des bailleurs de fonds ; - Réalisation de l'audit technique et financier du PAURAD ; - Appui à la SONEB à l'élaboration du document de stratégie nationale d'assainissement des eaux usées en milieu urbain et péri urbain horizon 2016-2030 ; - Construction de 02 centres de transfert des déchets solides dans le grand Nokoué et aménagement de leurs rues d'accès (Sèmè Plage, Ouèdo).	- Le nombre d'études techniques réalisées passe de 3 en 2016 à 9 en 2017 pour une cible de 9.
	Habitat	36 855,600	26 077,800	70,80%	65,72%	- Vulgarisation des textes sur le permis de construire dans les Chefs-lieux des départements du Bénin ; - Contrôle de conformité des bâtiments autorisés et recensement des bâtiments hors norme dans les départements du Mono, du Zou, des Collines, du Borgou,	

Fonctions/Ministères	Programmes budgétaires	Prévisions	Exécution	Taux d'exé. Fin.	Taux d'exé. Physique	Quelques grandes activités réalisées	Indicateurs de performance
						<p>de l'Alibori, de l'Atacora, de la Donga et de l'Atlantique ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude pour l'opérationnalisation du fonds national de l'habitat en République du Bénin ;</li> <li>- Vulgarisation des Index de Prix des matériaux de construction et ouvrages élémentaires dans les chefs-lieux des départements ;</li> <li>- Evaluation foncière et immobilière des sites devant abriter les projets de 20 000 logements, de cité internationale de savoir, du marché de Houègbo et du marché de gros ;</li> <li>- Acquisition de matériel et mobilier de bureau et d'équipement technique au profit de la DGHC.</li> </ul>	
<b>Total MCVDD</b>		<b>149 438,900</b>	<b>101 023,700</b>	<b>67,60%</b>	<b>60,14%</b>		

## CONCLUSION

Au terme de la gestion 2017, les régies financières, prises dans leur ensemble, ont dépassé les objectifs budgétaires à elles assignés : **882 687,9 millions de FCFA mobilisés sur un objectif global de 866 700 millions de FCFA, soit un taux de mobilisation de 101,8% contre 88,3% en 2016.**

S'agissant des dépenses budgétaires, elles ont été globalement bien engagées et touchent essentiellement les secteurs sociaux et les secteurs des infrastructures productives. Ce fait traduit les options de politiques prises par le Gouvernement pour l'amélioration des conditions de vie des populations et la consolidation des bases pour une croissance économique durable au travers des investissements massifs de 2017.

L'exécution physique des Plans de Travail Annuels (PTA) des divers ministères présentée dans le présent rapport révèle d'importants progrès, en lien avec le niveau de consommation des crédits. Cependant, des efforts restent encore à faire pour améliorer le niveau des taux d'exécution physique des projets/programmes et activités contenus dans les PTA pour les années à venir. A titre d'exemples, l'accent devra être mis sur les revues trimestrielles desdits plans aux fins de capitaliser les bonnes pratiques, d'identifier les difficultés et de trouver des réajustements nécessaires pour une bonne exécution de la dépense publique et pour l'atteinte des résultats de développement.

En termes de perspectives, la Direction Générale du Budget devra poursuivre la politique de revue des dépenses et d'arrimage des engagements aux disponibilités de trésorerie. Quant aux régies financières, elles devront réfléchir, concevoir et mettre en œuvre, les mécanismes et autres mesures susceptibles d'améliorer la pression fiscale dans notre pays.